



19.400

## Parlamentarische Initiative

SPK-S.

### Mehr Transparenz bei der Politikfinanzierung

## Initiative parlementaire

CIP-E.

### Plus de transparence dans le financement de la vie politique

*Zweitrat – Deuxième Conseil*

#### CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

#### *Antrag der Mehrheit*

Eintreten

#### *Antrag der Minderheit*

(Buffat, Addor, Bircher, Fluri, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

Nichteintreten

#### *Proposition de la majorité*

Entrer en matière

AB 2020 N 1605 / BO 2020 N 1605

#### *Proposition de la minorité*

(Buffat, Addor, Bircher, Fluri, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

Ne pas entrer en matière

**Cottier** Damien (RL, NE), pour la commission: Je dois commencer par une déclaration personnelle. Il est inhabituel que les deux rapporteurs de la commission proviennent du même groupe politique. C'est pourtant le deuxième débat ce matin dans lequel la situation se présente ainsi – tout à l'heure j'étais avec M. Jauslin. C'est à la demande expresse de la commission que j'ai accepté d'occuper ce rôle dans ces deux débats, puisque aucun autre groupe politique n'a accepté de le faire. Mais mon groupe a insisté à plusieurs reprises au sein de la commission sur le fait que ce type de situation devait être évité à l'avenir.

Je passe maintenant à l'objet qui nous occupe aujourd'hui. Il est intéressant de discuter de cette initiative sur la transparence lors de cette session au cours de laquelle nous sommes tous confrontés à ces parois en plexiglas de tous les côtés!

La Commission des institutions politiques du Conseil des Etats avait décidé, au début de 2019, d'élaborer un contre-projet indirect à l'initiative "pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence)". C'est l'objet qui nous occupe aujourd'hui. La commission du Conseil national avait en effet donné son accord et la commission du Conseil des Etats a ensuite élaboré ce projet qui a été soutenu, mais modifié, par le Conseil des Etats.

La majorité de la commission propose d'entrer en matière sur ce projet – la décision a été prise par 16 voix contre 9. Elle estime en effet qu'il est nécessaire d'agir dans ce domaine, la population exigeant plus de





transparence de la part des acteurs politiques, et certains acteurs internationaux, comme le Greco, demandant par ailleurs à la Suisse d'agir dans ce domaine.

La commission a mené un débat sur la transparence, sur la confiance dans le système politique et sur ce que cela impliquait: est-ce que cela implique plus de transparence dans un système de milice? Ou alors est-ce que la confiance en elle-même est une valeur suffisamment forte pour qu'il n'y ait pas besoin d'introduire dans la législation plus d'obligations ni de mettre en place plus de contrôles – et donc une architecture administrative de contrôles qui entraînerait davantage de coûts? Et puis il y a aussi la notion de respect au droit à la vie privée en ce qui concerne les dons aux organisations politiques ou aux comités de campagne.

La commission, à une claire majorité, a décidé d'entrer en matière, et donc de dire qu'il fallait faire un pas vers plus de transparence et inscrire cela dans la loi pour renforcer la confiance dans le système politique.

Nous sommes aujourd'hui en présence de trois concepts et de trois grandes orientations que nous discuterons en détail tout à l'heure. Le premier concept est celui du Conseil des Etats. Il demande non seulement aux partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, mais aussi à toutes les organisations qui se lancent dans une campagne – que ce soit une campagne d'élection, une campagne référendaire ou une campagne de récolte de signatures, soit au fond à tous les acteurs de la vie politique –, de faire connaître leurs engagements et leurs recettes dès le moment où leurs engagements financiers dépassent 250 000 francs ou qu'ils reçoivent des dons – ce qu'on appelle des libéralités dans la loi – de plus de 25 000 francs.

Le deuxième concept est celui de la majorité de votre commission, qui est partie dans une autre direction. Elle estime en effet que tous les partis politiques et organisations qui se lancent dans une campagne doivent avoir ce devoir de transparence. Elle ne demande toutefois pas qu'on les oblige à déclarer les dons individuels. Par contre, elle souhaite un peu plus de transparence sur la comptabilité, en demandant d'informer non seulement sur les dépenses, mais aussi sur les recettes. Au fond, elle veut que ces organisations présentent leur budget et leurs comptes, et ceci à partir d'un montant beaucoup moins élevé que ce que proposait le Conseil des Etats, soit à partir de 50 000 francs.

Face à cette proposition de la majorité de la commission, il y a les minorités Buffat et Streiff. La minorité Buffat souhaite ne pas ajouter la notion de publication des recettes et faire figurer uniquement celle des dépenses. La minorité Streiff – qui représente le troisième grand concept – reprend la version du Conseil des Etats, mais met les seuils non pas à 250 000 francs, mais à 100 000 francs pour un engagement dans une campagne et à 10 000 francs, au lieu de 25 000 francs, pour les dons individuels.

Par ailleurs, à l'article 76e, nous aurons une discussion sur la notion du "contrôle" des mesures qui auront été décidées: contrôle ponctuel ou contrôle extensif des informations transmises.

A l'article 76j, nous aurons une discussion – et la commission a débattu cette question – pour définir ce qui se passe en cas de violation des obligations inscrites dans la loi et pour fixer les amendes que cela pourrait entraîner, particulièrement lorsqu'il n'y a pas d'intention de la part du candidat.

En principe, nous n'aurons pas de discussion sur ce point, mais, à l'article 76c alinéa 2bis, il y a une divergence avec le Conseil des Etats qui est institutionnellement intéressante. En fait, le Conseil des Etats a estimé que les candidats au Conseil national et les organisations qui les soutiennent devraient faire preuve de transparence mais pas les candidats au Conseil des Etats. Donc le Conseil des Etats exempterait ses membres de respecter l'obligation de fournir le décompte des recettes finales. Cela non pas tellement pour se donner un autre statut, mais pour des raisons constitutionnelles puisque l'élection des membres du Conseil national est une élection fédérale, nationale, alors que l'élection des membres du Conseil des Etats est régie par le droit cantonal, selon le système fédéraliste. L'autre conseil estime donc que l'on ne peut pas imposer aux cantons des règles pour ces élections, qui sont des élections cantonales.

La commission conçoit cela différemment. Elle estime que l'on ne peut pas exclure les membres de l'une des deux chambres de ce processus de transparence. Au lieu de demander aux candidats de fournir le décompte final de leurs recettes, selon la version que nous choisirons, elle a décidé que, dès que les candidats sont élus, ils deviennent membres d'une autorité fédérale, et qu'à partir de ce moment-là on peut leur imposer cette exigence. C'est la proposition de la commission.

Ce sont là les différents concepts que nous débattons tout à l'heure. La majorité de la commission vous propose d'entrer en matière sur ce projet pour les raisons que j'ai évoquées.

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Ihre Staatspolitische Kommission hat die Transparenz-Initiative sowie einen indirekten Gegenvorschlag des Ständerates in Form der parlamentarischen Initiative "Mehr Transparenz bei der Politikfinanzierung" an ihren Sitzungen im Januar, Februar und Mai 2020 beraten. Heute geht es vorerst nur um den indirekten Gegenvorschlag, der bereinigt werden soll, bevor der Rat über die Volksinitiative abstimmt.



Die Volksinitiative fordert die Offenlegung aller Zuwendungen an die in der Bundesversammlung vertretenen politischen Parteien ab einem Betrag von 10 000 Schweizerfranken. Personen, die zur Wahl in die Bundesversammlung antreten, sollen ab einem Budget von 100 000 Franken denselben Offenlegungsrichtlinien unterstehen. Der Gegenvorschlag des Ständerates, welcher als Grundlage zur Beratung der SPK-N diene, sieht eine Betragsschwelle von 25 000 respektive 250 000 Franken vor.

Die Mehrheit der Kommission ist der Ansicht, dass das Vertrauen der Bevölkerung in die Politik mitunter auch mit der herrschenden Transparenz zusammenhängt. Aus diesem Grund beantragt sie Ihnen auch, auf die Vorlage für einen indirekten Gegenvorschlag einzutreten.

Es ist aber nicht so, dass wir heute mit einem Vertrauensproblem zu kämpfen haben. In internationalen Vergleichen schneiden die Schweizer Institutionen immer sehr gut ab. Dies hat auch mit dem Milizprinzip zu tun, das eine bessere Verankerung der Politikerinnen und Politiker in der

**AB 2020 N 1606 / BO 2020 N 1606**

Bevölkerung zur Folge hat. Gerade aufgrund des Milizprinzips wäre es nicht angebracht, gleiche Massnahmen zu ergreifen, wie das Ausland sie vorsieht. Denn viele Massnahmen führen entweder zu einer Scheintransparenz oder werden relativ einfach umgangen. Weiter haben wir in der Schweiz eine Tradition von Datenschutz und privater Parteienfinanzierung. Wollen wir von einer staatlichen Parteienfinanzierung absehen, ist es wichtig, die Privatsphäre hochzuhalten.

Die Mehrheit Ihrer Staatspolitischen Kommission hat in ihrer Fassung des Gegenentwurfs zur Volksinitiative deshalb den Fokus weg von den Zuwenderinnen und Zuwendern, hin zu den politischen Akteuren gelegt. Die Kommission will nicht, dass Namen einzelner Spender offengelegt werden müssen. Im Gegensatz zum Ständerat schlägt Ihnen Ihre Kommission aber vor, dass die politischen Akteure neben ihren Einnahmen auch ihre Ausgaben offenlegen sollen. Hingegen müssen erhaltene Zuwendungen nicht offengelegt werden, was mithin den grössten Unterschied zur ständerätlichen Vorlage darstellt. Vielmehr ist es der Kommission ein Anliegen, dass politische Organisationen bzw. Personen, welche im Hinblick auf eine Abstimmung oder eine Nationalratswahl eine Kampagne machen, bereits ab einem Budget von 50 000 Franken und nicht erst ab 250 000 Franken – wie dies der Ständerat vorsah – ihre Einnahmen und Ausgaben offenlegen sollen. Dasselbe Regime soll, anders als dies der Ständerat vorsieht, auch für Kandidierende des Nationalrates und Mitglieder des Ständerates gelten.

Die Staatspolitische Kommission schlägt damit zwei Fliegen auf einen Streich: Erstens erhöht sie die Transparenz bei politischen Akteuren massiv, indem die Offenlegungsschwelle von 250 000 Franken im Gegenvorschlag des Ständerates respektive von 100 000 Franken in der Volksinitiative auf 50 000 Franken gesenkt wird. Das bedeutet einen massiven Zugewinn an Transparenz. Zweitens wird das in der Verfassung und in der Europäischen Menschenrechtskonvention verankerte Menschenrecht auf Privatsphäre geschützt.

Ihre Staatspolitische Kommission will die Privatsphäre der Bürgerinnen und Bürger nach wie vor hochhalten und ist der Meinung, dass mit einer willkürlich gesetzten Betragsgrenze nicht viel erreicht wird. Läge diese, wie von den Initianten angesetzt, bei 10 000 Franken und ein Kandidat mit einem Budget von 12 000 Franken erhielte eine Zuwendung von 9000 Franken, würden wir dies nicht erfahren – auch wenn die Abhängigkeit sehr hoch wäre, denn sie betrüge 75 Prozent der Einnahmen. Würde aber ein KMU 11 000 Franken an eine Kampagne spenden, die mehrere Millionen kostet, müssten alle politischen Absichten dieses Gewerblers offengelegt werden, obwohl diese Zuwendung keine Abhängigkeit auslösen würde. Dieses einfache Beispiel zeigt auf, wie absurd die Diskussion ist.

Ihre Kommission empfiehlt Ihnen somit, auf das Geschäft einzutreten und jeweils der Mehrheit zu folgen, um so mehr Transparenz bei den Parteien und politischen Akteuren zu erzielen, ohne dabei die Privatsphäre der Schweizerbürgerinnen und -bürger zu untergraben.

Die Minderheit ist der Ansicht, dass es im schweizerischen Milizsystem keine Transparenzregeln für politische Akteure braucht. Komplizierte Transparenzregeln würden das Vertrauen in die Politik eher schwächen als stärken.

**Buffat** Michaël (V, VD): Au nom de la minorité de la commission, je vous invite à ne pas entrer en matière sur le projet. Autant que nous sommes opposés à l'initiative populaire "pour plus de transparence dans le financement de la vie politique", nous nous opposons à ce contre-projet indirect du Conseil des Etats. J'entends et je peux comprendre le souci de transparence de la population. Mais, croyez-moi, le projet qui nous est soumis aujourd'hui est un leurre faisant croire que nous instaurons la transparence alors que, dans la réalité, nous créons un monstre bureaucratique pour un résultat qui ne pèse pas lourd dans la balance face à des éléments comme le respect de la sphère privée. Si nous avons un problème de confiance dans notre pays,



comme le disent certains, ce n'est pas à cause d'un soi-disant manque de transparence du monde politique. Pour commencer, permettez-moi de casser certains mythes. Tout d'abord, ce n'est pas avec de l'argent que l'on gagne une campagne électorale ou une votation. Le peuple suisse, en exerçant les droits que lui confère notre démocratie directe, fait preuve d'une grande maturité. Il participe souvent, durant l'année, à des votations et il est capable de se forger une opinion sans être influencé par des campagnes coûteuses. Pour certains, même, l'argument des moyens financiers engagés dans une campagne sert plus souvent à discréditer un adversaire, sans avoir alors à débattre du fond d'un sujet.

Le projet insinue aussi le fantasme que les élus vendent leurs votes à leurs sponsors. Ceci est totalement faux et vous le savez tous. D'ailleurs, les élus n'ont en grande partie pas connaissance des donateurs de leurs partis, et nous tous votons plus en fonction de notre programme électoral ou de notre idéologie politique.

Ensuite, et c'est pour moi un des éléments importants, il y a le respect de la vie privée. Si quelqu'un a de l'argent et qu'il a envie d'aider un parti qui lui est proche, même de manière importante, je pense qu'il a le droit de le faire sans que cela se sache. Premièrement parce le fait que cette personne a les moyens de donner de l'argent ne doit pas se savoir, deuxièmement parce que cette personne n'a pas forcément envie que ses orientations politiques soient dévoilées au grand public.

Mais le pire, c'est le prix à payer pour cette pseudo-transparence. Dans un pays comme le nôtre, où la démocratie directe est vivante, où l'on compte plusieurs jours de scrutin par année, avec plusieurs objets par scrutin, ce projet va mener, d'un point de vue administratif, à une immense usine à gaz. Cela non seulement pour la Confédération, mais également pour les partis politiques et les associations qui font vivre cette démocratie directe.

Je dis pseudo-transparence car ces mesures n'apporteront jamais une vraie transparence – et je ne parle pas ici des montages possibles pour passer entre les gouttes, mais de tout ce qui se fera et qui ne pourra pas être comptabilisé. Par exemple, comment évaluer le cas où un magazine d'intérêt publiera un article sur un candidat lors d'une élection? Cela sera-t-il un don en nature? Si cet article n'a pas de lien direct avec la politique, devra-il être compté ou pas? En cette période de votation, il suffit d'ouvrir les journaux et de regarder les annonces: on se rend compte que c'est une multitude d'associations qui les financent. Chacune devra-t-elle donner sa comptabilité? Un groupe ou un comité qui défend tel ou tel sujet et qui est financé par des associations devra-t-il annoncer: "C'est l'association X qui m'a donné l'argent", ou devra-t-on aller chercher qui a fait des dons à l'association, qui a financé le groupe en question ou le comité de soutien à tel ou tel texte? Ce sera une usine à gaz dont nous n'arriverons pas à sortir. D'ailleurs, ce qui est rigolo, c'est que la version du Conseil des Etats, à juste titre, exclut de la loi la campagne pour l'élection au Conseil des Etats, qui est de compétence strictement cantonale. Comment va-t-on faire alors avec des candidats qui, souvent, se présentent au Conseil des Etats et au Conseil national? Vont-ils tenir une comptabilité pour leurs affiches aux Etats et une pour leurs affiches au National, alors que ce sera toujours la même affiche? On crée vraiment une usine à gaz qu'il sera impossible de contrôler et qui exposera les gens à des sanctions alors même qu'à l'origine, leur intention n'était pas forcément de tricher. Il y aura nécessairement des cas limites. Certains auront peut-être agi volontairement, mais, malheureusement, il y aura aussi des cas limites involontaires, et ils engendreront toujours des sous-entendus. Et là, la confiance, que vous voulez soi-disant rétablir au sein de la population, n'en sortira certainement pas renforcée.

Dans notre système de fédéralisme, qui compte trois échelons politiques – communes, cantons et Confédération –, et qui compte 26 cantons ainsi qu'une multitude d'associations qui animent notre vie politique, nous allons créer un monstre bureaucratique, incontrôlable, qui en fin de compte va coûter extrêmement cher, et qui n'apportera aucune plus-value en termes de transparence.

C'est pourquoi je vous invite à ne pas entrer en matière sur ce projet.

AB 2020 N 1607 / BO 2020 N 1607

**Rutz Gregor (V, ZH):** Was wir hier jetzt debattieren, ist an Absurdität kaum mehr zu überbieten. Wir haben vorhin von Kollege Glättli gehört, wie wichtig es sei, die finanzielle Privatsphäre zu schützen, und jetzt wollen Sie mit dieser Vorlage, dass sich alle Leute bis auf die Unterhose ausziehen müssen. Das ist wirklich absurd, und es ist widersprüchlich. Der Kommissionsberichtersteller, Kollege Silberschmidt, hat es richtig gesagt: Wer die staatliche Parteienfinanzierung vermeiden will, wer das Milizsystem auch stärken will, der muss die finanzielle Privatsphäre schützen. Das heisst aber, dass Sie dem Minderheitsantrag von Kollege Buffat folgen müssen und gar nicht auf diese Vorlage eintreten sollten.

Es besteht kein Handlungsbedarf: In der Kommission konnte niemand, trotz mehrfacher Aufforderung, auch nur einen Fall von Korruption nennen, der stattgefunden hätte. Ich habe auch noch nie von einem Wähler gehört,



dass das irgendwo eine Frage sei. Es kommen ganz andere Fragen: Was wir hier für unsinnige Gesetze beschliessen, dass demokratische Entscheide nicht ernst genommen werden, dass gewisse Politiker ihr Salär über Sitzungsgelder aufbessern wollen – das sind die Vorwürfe und Fragen, die allenfalls kommen. Doch das Vertrauen in der Schweiz in die Politik ist an sich nicht so schlecht. Es sind vielmehr solche Vorstösse, die geeignet sind, das Vertrauen zu untergraben, und das werfe ich Ihnen auch vor! Ich finde es auch eine Frechheit gegenüber all den Leuten, die sich im Milizsystem engagieren, wenn Sie hier implizit immer wieder den Vorwurf erheben, die Politik in der Schweiz sei korrupt. Das ist Unsinn!

Worauf berufen Sie sich? Unter anderem auf diese Berichte der Greco, dieser Groupe d'Etats contre la corruption, die sich aus den Europaratsstaaten, aus Weissrussland, Kasachstan usw. zusammensetzt und die immer wieder sagt, die Schweiz habe hier ein Problem, es herrsche zu wenig Transparenz. Das ist nicht nur lächerlich, das ist auch beängstigend. Wollen Sie ernsthaft Länder wie Weissrussland oder Kasachstan als Vorbild nehmen? Sind das Vorbilder für gelebte Demokratie? Wollen Sie die Türkei oder Russland als Vorbilder für Transparenz, gelebte Vielfalt, Schutz von Minderheiten nehmen? Das ist ja absurd! Schauen Sie mal die Ukraine an, die dort auch dabei ist; die haben drei verschiedene Korruptionsbehörden, und diese stehen sich gegenseitig derart im Weg, dass am Schluss die Schmiergelder fliessen, dass es eine Freude ist für diejenigen, die das wollen.

Es ist vollkommen absurd, dass wir hier, mit unserer direkten Demokratie, auf solche Berichte eingehen. Transparenzrichtlinien brauchen Sie dort, wo demokratische Defizite bestehen. Schauen Sie: Wenn einer in der Schweiz einen Politiker, einen Parlamentarier bestechen will, müssten Sie so einen Menschen verbeiständen, weil er offenbar das politische System nicht begriffen hat. In der Schweiz können Sie sogar die Mehrheit des Parlamentes bestechen, und das Volk hat immer noch die Möglichkeit, mit dem Referendum korrigierend einzugreifen.

Das sind die Unterschiede der Systeme – das müssen Sie anschauen! Und wenn Sie immer wieder mit diesen Transparenzrichtlinien des Europarates kommen: Warum haben sie diese dort? Weil ein riesiger Korruptionssumpf geherrscht hat. Fragen Sie unseren Kollegen Alfred Heer! Er hat initiiert, dass dort aufgeräumt wird. Aber deswegen müssen wir doch nicht diesen ganzen Unsinn übernehmen!

Mit Verlaub: Viele von Ihnen – das sage ich Ihnen offen – haben ja keine Ahnung, wovon sie sprechen. Schauen Sie doch einmal in diese Staaten! Haben Sie das Gefühl, das funktioniert dort? Waren Sie einmal dort? Ich war dort. Ich war bei Monsieur Logerot, der fünfzehn Jahre lang die französische "Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques" präsidiert hat. Er hat mir eineinhalb Stunden lang das französische System erklärt. Ich habe ihn gefragt: "Funktioniert das denn wirklich? Sind Sie glücklich damit?" Und er hat mir gesagt: "Nein, ehrlich gesagt, nein."

Schauen Sie doch das einmal genau an, das bringt doch nichts! Wenn Sie etwas gegen Korruption tun wollen, ist es wichtig, dass wir die Volksrechte ernst nehmen und dass wir die direkte Demokratie stärken. Darum geht es. Wir haben keine Zustände wie in den anderen Ländern. Schauen Sie jetzt einmal Frankreich an! Ich habe einen Bericht des Deutschen Bundestages gefunden, der vor zehn Jahren verfasst wurde. In diesem steht, nach einer Schätzung von 1988 hätten 80 Prozent der den Parteien zufließenden Gelder in Frankreich aus dubiosen Quellen gestammt. Darum mussten sie diese Gesetze machen. Das sind doch andere Zustände! Diese Probleme haben wir in der Schweiz weiss Gott nicht.

Diese Regelungen, die wir hier im Begriff sind zu diskutieren – und hoffentlich nicht zu beschliessen –, sind unnötig und unsinnig. Sie sind, wie es Kollege Buffat gesagt hat, auch verfassungswidrig: Wir dürfen gar nicht etwas regeln, was die Ständeratswahlen anbelangt. Das ist kantonale Kompetenz. Dazu haben wir kein Recht. Und diese Regelungen sind auch nicht durchsetzbar.

Schauen Sie einmal, was der Ständerat wollte! Da ging es um die Frage, ob jemand, der ein Hunderternötl am Schluss einer Veranstaltung in ein Kässeli hineinwirft, das darf oder nicht. Sie haben gesagt: "Nein, man muss alle Spender kennen." Da habe ich in der Kommission gefragt: "Was muss man denn tun, wenn man so ein Nötli bekommt?" Da haben Sie gesagt: "Das muss man zurückgeben." Da habe ich gefragt: "Und wenn man nicht weiss, von wem es war?" Da haben Sie gesagt: "Das muss man dann dem Staat abliefern." Da habe ich mir die Frage erlaubt, ob irgendjemand ernsthaft daran glaube, dass das dann auch so geschehe. Und da wurde mir beschieden: Nein, das sei klar, das Gesetz könne man umgehen.

Hören Sie auf, solchen Unsinn zu beschliessen! Nehmen Sie die Volksrechte ernst, schauen Sie, dass unsere Demokratie funktioniert! Dann brauchen wir nicht so einen bürokratischen Unsinn, wie das hier gewünscht wird.

**Hurni Baptiste (S, NE):** Cher collègue Rutz, si, comme je vous comprends, il n'y a aucun problème démocratique, aucun problème de financement, pourquoi votre parti a-t-il toujours refusé de communiquer les chiffres



relatifs à son financement de campagnes politiques? Qu'avez-vous à cacher?

**Rutz Gregor** (V, ZH): Das ist jetzt eben genau das, was ich gesagt habe: Sie unterstellen immer den anderen, dass hier etwas falsch laufe. Dabei geht es um eine ganz andere Frage. Es geht um die Grundwerte, die in diesem Land gelten. Wir haben eine Privatsphäre, die es zu akzeptieren gilt, und wir haben die politische Freiheit. Das heisst, Sie können abstimmen gehen oder auch nicht. Sie können kandidieren, ob Sie in einer Partei oder ob Sie parteilos sind. Sie können etwas spenden, wenn Sie wollen, oder auch nicht. Das sind die Freiheiten, die man hat. Was Sie wollen, ist am Schluss die totale staatliche Kontrolle über alles. Dazu sage ich entschieden Nein.

**Masshardt Nadine** (S, BE): Zuerst meine Interessenbindung: Ich bin Copräsidentin des Trägervereins der Transparenz-Initiative.

Die sozialdemokratische Fraktion ist für Eintreten auf den indirekten Gegenvorschlag zur Transparenz-Initiative. Das mag Sie vielleicht erstaunen, denn der vorliegende Gegenvorschlag ist ja praktisch wirkungslos. Da schlägt doch die Mehrheit Ihrer Kommission im Ernst vor, die Offenlegung der Namen der Grossspender ganz zu streichen. Damit wäre das Kernelement der Initiative weg. Das ist inakzeptabel. Denn mehr Transparenz in der Politikfinanzierung ist für die politische Meinungsbildung zentral. Gerade bei uns in der Schweiz, mit unseren vielen Abstimmungen und Wahlen, ist es für die Bürgerinnen und Bürger entscheidend zu wissen, wer mit grossen Geldsummen auf die Politik Einfluss nehmen will. Denn grosse Spenden können Abhängigkeiten schaffen.

Die Offenlegung genau dieser Grossspenden ist in der vorliegenden Version der nationalrätlichen Staatspolitischen Kommission in Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b et al. gestrichen worden. Das zeigt, dass die Gegnerinnen und Gegner Angst vor der Transparenz-Initiative haben. Doch sie bringen nicht den Mut auf, als Gegenvorschlag eine griffige Regelung für das erkannte Problem zu beschliessen. Mit dem heutigen Eintreten der sozialdemokratischen Fraktion auf den Gegenvorschlag geben wir dem Nationalratsplenum die Möglichkeit, die grössten Mängel der Vorlage zu korrigieren. Falls

#### AB 2020 N 1608 / BO 2020 N 1608

aber auch der Nationalrat auf die Offenlegung der Namen der Grossspender verzichtet und sich somit gegen die Minderheit Streiff zu Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b ausspricht, werden wir die Vorlage in der Gesamtabstimmung ablehnen.

Noch kurz zur Erinnerung: Der vom Ständerat erarbeitete Gegenvorschlag beweist, dass Handlungsbedarf besteht. Das allein war schon erfreulich, wenn man bedenkt, dass sich die Mehrheit im Nationalrat und im Ständerat bis jetzt immer gegen jede noch so kleine Transparenzregelung gewehrt hat. Dass Handlungsbedarf besteht, anerkennt aber nicht nur der Ständerat, sondern gemäss Vernehmlassung auch die Mehrheit der Kantone. Die Stimmbevölkerung hat bei den jüngsten Abstimmungen in den Kantonen Schaffhausen, Freiburg und Schwyz ebenfalls deutlich gezeigt, dass sie sich mehr Transparenz in der Politikfinanzierung wünscht; sie hat alle entsprechenden kantonalen Initiativen angenommen. Der Ständerat kam diesem Bedürfnis der Bevölkerung nach und beschloss immerhin einen Gegenvorschlag, auch wenn uns dieser zu wenig weit ging. Was nun aber die nationalrätliche Staatspolitische Kommission aus dem Gegenvorschlag gemacht hat, ist gelinde gesagt grotesk. Der Ständerat hat die Schwellenwerte für die Veröffentlichung der Grossspenden im Vergleich zur Initiative bereits mehr als verdoppelt. Die Mehrheit der SPK-N hat nun diese Schwellenwerte, und damit eben die Offenlegungspflicht der Namen der Grossspender, noch ganz aus der Vorlage entfernt. Das ist inakzeptabel.

Die sozialdemokratische Fraktion bittet Sie, einzutreten und die offensichtlichen Mängel der Vorlage zu korrigieren.

**Marra Ada** (S, VD): Je n'ai que deux minutes, donc j'irai droit au but. Les choses sont très simples.

Il y a d'abord une initiative populaire qui a abouti et qui demande une réelle transparence dans le financement et les dépenses des partis politiques, et qui exige la publication des sommes et de leur provenance, donc des noms des donateurs, pour toute somme de plus de 10 000 francs donnée à un parti. Il y a également les dernières votations cantonales, à Fribourg ou à Schwytz, qui ont créé la surprise des gens autorisés, comme on dit. Les initiatives lancées par les sections cantonales de la Jeunesse socialiste suisse ont passé la rampe devant la peuple. Ces initiatives demandent aussi plus de transparence. Il y a le Groupe d'Etats contre la corruption, organe du Conseil de l'Europe, qui, année après année, classe la Suisse dans les pays qui ont un problème de corruption parce qu'il n'existe aucune transparence dans le financement des partis.

Et puis, il y a le projet qui vous est présenté ce matin comme réponse indirecte à l'initiative sur la transparence.



Un pauvre projet au rabais qui demande que les recettes des partis soient annoncées et qu'à l'occasion des campagnes de votation et des élections, les partis ou personnes physiques déclarent qui sont les personnes morales ou physiques qui ont versé des sommes à partir de 50 000 francs, selon la proposition de la majorité de la commission.

Je rappelle simplement un vieux principe: qui paie, commande. Eh oui, il est important de savoir quels intérêts les partis ou les personnes élues représentent. Les citoyennes et citoyens, au moment du vote, ont le droit de le savoir. Non seulement en ce qui concerne les dépenses des partis, mais surtout pour ce qui est de l'acceptation et de la provenance des dons.

Dès lors, le groupe socialiste entrera en matière sur le projet avec l'ambition de l'améliorer. Si la proposition de la minorité Streiff, qui vise à abaisser à 10 000 francs la somme à partir de laquelle les partis doivent annoncer les dons à une autorité compétente sans même donner le nom du donateur, est refusée, alors nous ne soutiendrons pas ce texte. La démocratie a besoin de transparence, la Suisse doit faire ce pas, et si elle ne le fait pas par la voie parlementaire, alors elle le fera par la voie du peuple.

**Pointet** François (GL, VD): Chère collègue, nous parlons de transparence lors de la récolte de signatures ou lors des campagnes avant une votation populaire. Les initiants de l'initiative "Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement" ont continué leurs actions publicitaires après la récolte et avant la programmation de la date de la votation.

Serait-ce, selon vous, soumis à l'obligation de transparence selon ce projet de loi?

**Marra** Ada (S, VD): Ce projet de loi, en l'état, ne prévoit pas cela, puisque le Conseil des Etats et la Commission des institutions politiques de notre conseil ont choisi d'exclure de la loi la transparence en matière de récolte de signatures. Donc non, ce ne sera pas soumis à l'obligation de transparence, selon ce projet de loi.

**Binder-Keller** Marianne (M-CEB, AG): Ich spreche hier als Vertreterin der Mitte-Fraktion und innerhalb dieser für die CVP.

Wir befinden heute über einen Gegenvorschlag zur Volksinitiative "für mehr Transparenz in der Politikfinanzierung". Der Inhalt wurde von den Kommissionssprechern hinlänglich erklärt. Die Volksinitiative lehnt die CVP ab. Unser schweizerisches Parteienfinanzierungssystem basiert auf dem Milizcharakter. Es alimentiert sich durch die jeweiligen Lobbygruppen und kennt keine staatliche Parteienfinanzierung. Das ist weltweit ziemlich einmalig. Wenn immer wieder auf dem internationalen Parkett kritisiert wird, die Schweiz sei in ihrer Politikfinanzierung und bei den privaten Spenden intransparent, dann wird von unseren Behörden nie erwähnt, dass wir keine millionenschwere staatliche Förderung haben. Diese Behörden haben es dann verpasst, dieses einmalige System besser zu erklären.

In Deutschland beispielsweise, um Ihnen das vor Augen zu führen, wurden für alle Parteien im Jahre 2019 zusammen 193,5 Millionen Euro ausgezahlt. Den grössten Betrag bekam die SPD, es waren 55,5 Millionen Euro. Die CDU bekam 54 Millionen Euro, die Grünen bekamen 24 Millionen Euro und so weiter und so fort. Dann kommen noch die parteinahen Stiftungen dazu, welche die jeweilige Arbeit der Parteien im Bundestag unterstützen. Sie erhielten auch noch gegen 600 Millionen Euro öffentliche Gelder – im Vergleich zur Parteienfinanzierung eine noch gigantischere Summe. Noch anschaulicher wird alles, wenn Sie einmal die Anzahl der jeweiligen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in den Parteizentralen mit der unsrigen vergleichen, es ist das xx-Fache. Die Gelder, die den Parteien bei uns zur Verfügung stehen, stehen in keinem Verhältnis zu denjenigen anderer Staaten und in keinem Verhältnis zu dem, was der Steuerzahler anderswo hinblättert. Trotzdem ist unser politisches System effizient, zumal wir ja auch in einer direkten Demokratie sind, in welcher der Aufwand mit vielen zusätzlichen Abstimmungsterminen, nicht nur Wahlterminen, für die Parteien noch grösser ist.

Dass dort, wo der Staat Geld für die Parteien zahlt, die privaten Spenden offengelegt werden müssen, macht Sinn. Man könnte von mir aus auch so weit gehen, dass die Parteien gar keine Spenden mehr bekommen sollten, wenn sie sich und ihr gesamtes Personal vom Staat sozusagen anstellen lassen. Aber wenn wir in unserem sehr günstigen System die privaten Spenden offenlegen, dann läuft es darauf hinaus, dass wir auch auf staatliche Unterstützung angewiesen sind, und zwar nicht einfach in der überblickbaren Masse, in der die Fraktionen unterstützt werden.

Auf die staatliche Parteienfinanzierung läuft diese Initiative hinaus, das ist die Agenda der Initianten. Aus diesem Grund waren wir immer kritisch gegenüber einem Gegenvorschlag, denn die Argumentation bleibt schliesslich die gleiche. Wir haben trotzdem Offenheit gezeigt und zeigen das weiter.

Aber diesen Gegenvorschlag können wir so nicht unterstützen. Erstens einmal führt er ja doch nicht zum Rückzug der Initiative durch die Initianten, weil diese ja die Spender offenlegen wollen – dann kann man geradeso gut die Initiative unterstützen.



Zweitens beinhaltet er einen wesentlichen Vorschlag nicht, den die CVP wiederum in der Konsequenz und als Transparenzforderung gerne gesehen hätte: Wenn wir schon unser im Vergleich zu allen anderen Ländern sehr günstiges und unserem Milizsystem angepasstes schweizerisches Parteienfinanzierungssystem auf den Kopf stellen wollen, dann

**AB 2020 N 1609 / BO 2020 N 1609**

kann es ja nicht sein, dass es nur die Offenlegung direkter Spenden betrifft. Dann muss es auch die indirekten betreffen. Das heisst, dann soll konsequenterweise auch offengelegt werden, wer für die Parteien in den Parlamenten auf den Payrolls der Gewerkschaften, Verbände – selbstverständlich auch Wirtschaftsverbände – und all der zahlreichen NGO sitzt und von geldwerten Leistungen profitiert und querfinanziert wird. Das sind alles Organisationen mit politischer Einflussnahme. Inwiefern profitieren in der Folge auch die Parteien und Fraktionen von deren Sachleistungen? Wenn ich im Parlament bin und gleichzeitig angestellt in einer Organisation, die mir wiederum die Vorstösse erarbeitet oder in Kampagnen Testimonials schaltet, ist das auch Parteienfinanzierung. Schliesslich ist es für eine Partei eine massive Stärkung, wenn sie über Fraktionsmitglieder verfügt, die von solchen Organisationen bezahlt werden.

Mit dieser Forderung nach umfassender oder konsequenter Transparenz sind wir nicht durchgedrungen. Das ist auch kein Wunder, denn diejenigen, welche mehr Transparenz bei den Spenden wollen, hätten dann selbst ein Problem. Letztlich wollen wir auch vor Augen führen: Das Ganze ist ein administratives Monster, und zwar in einem System, das – wie gesagt – die staatliche Parteienfinanzierung gar nicht kennt. Der Aufwand einer Kontrolle und der Ertrag stehen in keinem Verhältnis.

Tritt der Rat auf die Vorlage ein, wird die CVP der Mehrheit folgen, ausser bei Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe a: Da unterstützen wir die Minderheit II (Silberschmidt). Ebenso unterstützen wir bei Artikel 76e Absatz 1 den Einzelantrag Buffat/Binder, an der ständerätlichen Version festzuhalten. Den Gegenvorschlag lehnen wir ab.

**Kälin Irène (G, AG):** Transparenz ist in einer Demokratie zentral. Ja, Transparenz ist ein Grundpfeiler für eine funktionierende Demokratie. In der politischen Debatte entstehen die für uns alle verbindlichen politischen und rechtlichen Regeln des Zusammenlebens. Es ist deshalb wichtig, dass die Strukturen und Verfahren der politischen Meinungsfindung und der politischen Meinungsbildung demokratischen und rechtsstaatlichen Kriterien entsprechen.

In jedem gesellschaftlichen Bereich spielt Geld eine wesentliche Rolle, auch in der Politik. Kein Abstimmungskampf, kein Wahlkampf kommt ohne Geld aus. Keine Initiative kann ohne finanzielle Mittel gestemmt werden. Wer wofür von wem wie viel Geld erhält, ist entscheidend. Umso stossender und auch erstaunlich ist es, dass wir auf nationaler Ebene bisher keine Transparenz der Parteienfinanzierung und der Finanzierung von Wahl- und Abstimmungskampagnen kennen. Dafür wurden wir auch international immer wieder gerügt, zu Recht, denn Transparenz ist unabhängig vom Politiksystem. Eine Demokratie kann von sich nicht behaupten, eine der besten der Welt zu sein, wenn sie nicht transparent ist und nicht bereit ist, Transparenz gegenüber den Stimmbürgerinnen und Wählerinnen zu schaffen.

Dass dieses Transparenzdefizit für eine Demokratie wie die unsere äusserst stossend ist, hat auch unsere Bevölkerung erkannt. So fungiert die mangelnde Transparenz in der Politikfinanzierung immer wieder oben auf dem Sorgenbarometer unserer Bevölkerung. In verschiedenen Kantonen wurde in den letzten Jahren und Monaten kantonale Volksinitiativen zum Durchbruch verholfen. Die Bevölkerung hat diese angenommen und den kantonalen Transparenz-Initiativen zugestimmt.

Deshalb ist auch die nationale Transparenz-Initiative sehr zu begrüßen, die den Anstoss für die heutige Vorlage gegeben hat. Auch der vorliegende Gegenentwurf trug in der ursprünglichen Version des Ständerates der Wichtigkeit des Anliegens noch Rechnung, auch wenn er die Schwellenwerte für die Offenlegung von Spenden viel zu stark angehoben hat. Doch dann hat unsere SPK den Gegenentwurf zerpfückt und ihn bis zur Unkenntlichkeit verwässert, sodass der heute vorliegende Entwurf der Kommission den Namen "Transparenz bei der Politikfinanzierung" nicht mehr verdient.

Das Herzstück der Transparenz-Initiative wie auch des Gegenvorschlages des Ständerates war die Offenlegung von Spenden. Doch die Version der Mehrheit der SPK hält mit den Anträgen zur Streichung von Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b und von Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe c an der Anonymität von Spenden fest. Damit bleiben sämtliche Zuwendungen an politische Parteien weiterhin völlig verborgen und intransparent. Damit hat die Vorlage ausser dem Titel mit Transparenz nicht mehr viel gemeinsam.

Zum Glück können wir das heute mit dem Konzept der Minderheit Streiff noch korrigieren. Das ist zwingend notwendig, wenn wir das Herz der Transparenz wieder zum Schlagen bringen wollen. Zuwendungen gehören offengelegt, und zwar ab einem Schwellenwert von 10 000 Franken. Beides ist zentral, denn ohne vernünfti-





ge Schwellenwerte für die Offenlegung von Spenden nützen auch Offenlegungspflichten nichts. Nur mit einer Offenlegungspflicht und vernünftigen Schwellenwerten wird dem Anliegen nach mehr Transparenz in der Politikfinanzierung Rechnung getragen und stimmt der Inhalt der Vorlage auch wieder mit dem Titel überein.

Doch es drohen auch noch andere Organe dieser Vorlage zu versagen, auch die Kontroll- und Sanktionsorgane fehlen weitgehend. Der vorliegende Entwurf sieht lediglich eine administrative Vollständigkeitskontrolle vor; gebüsst werden soll nur, wenn jemand vorsätzlich gehandelt hat. Hier muss nachgebessert werden. Die zuständigen Stellen sollen auch eine inhaltliche Prüfung der gemachten Angaben vornehmen, und Straftaten, von denen sie anlässlich ihrer Tätigkeit Kenntnis erlangen, sollen auch bei Fahrlässigkeit bei der zuständigen Strafverfolgungsbehörde angezeigt werden können.

In der Hoffnung, dass wir während der Debatte hier das Herz dieser Transparenzvorlage wieder zum Schlagen bringen und auch die anderen Organe vor dem Versagen bewahren, werden wir auf das Geschäft eintreten. Sollte aber auch nach erfolgter Beratung das Innere dieser Transparenzbemühungen fehlen, werden wir die Vorlage in der Gesamtabstimmung ablehnen. Denn Transparenz ohne Transparenz gibt es nicht, und eine Transparenzvorlage, die im Kern versagt, ist weder den Namen wert noch das Papier, auf dem sie steht.

**Fiala Doris (RL, ZH):** Wer den Zeitgeist verkennt, den bestraft das Leben. Dass wir das Konzept der Mehrheit, vertreten von Andri Silberschmidt, anerkennen und dass wir akzeptieren, dass Transparenz, wie wir es jeden Tag, auch in den Medien, hören, Vertrauen schafft – das fordert der Zeitgeist. Vordergründig ist diese Forderung natürlich berechtigt. Kollege Rutz hat den Europarat erwähnt. Als dessen langjähriges Mitglied erfuhr ich diesen Zeitgeist auf internationaler Ebene. Wie auch Kollege Alfred Heer musste ich, wenn ich noch eine namhafte Rolle spielen wollte – z. B. an Wahlbeobachtungen teilnehmen oder ein Präsidium innehaben –, jeden Franken, jede Einnahme, jeden Verdienst, jede Interessenbindung offenlegen. Der Zeitgeist, die Forderung nach Transparenz, hat die Meinungen also längst international sehr weitgehend erreicht.

Allerdings sind die Voraussetzungen bei Profipolitikern anders als bei uns. Deshalb plädiere ich hier für die FDP-Liberale Fraktion dennoch dafür, umsichtig zu überlegen und keinen unbedachten Kniefall vor dem Zeitgeist zu machen. Was heisst das? Die FDP-Liberale Fraktion will keine staatliche Parteienfinanzierung und will zudem am Milizsystem festhalten. Das ändert einiges. Das sind die wahren Knacknüsse, über die wir wirklich diskutieren müssen. Vorerst plädieren wir für mehr Transparenz, aber für die Wahrung der Privatsphäre, also für das Konzept der Minderheit II (Silberschmidt).

Ich sage das ohne Emotionen, liebe Kolleginnen und Kollegen der Linken: Wenn ein Gewerkschaftsführer, liebe SP-Vertreter, im Nationalrat Einzug halten will oder, liebe Vertreter der CVP oder SVP, der Präsident des Bauernverbandes, dann wird er keine privaten Spenden in Anspruch nehmen müssen. Dann ist er eigentlich ad personam, als Präsident, als Lobbyist hier unter uns. Wenn aber ein KMU-Vertreter, ein Kleinunternehmer, gewählt werden will, braucht er allenfalls die Unterstützung eines breiteren Kreises von Leuten, die seine Gesinnung teilen, ihn ganz persönlich unterstützen wollen, ihre Gesinnung aber nicht zwingend auch öffentlich machen möchten – und schon gar nicht die Finanzmittel, die sie spenden.

AB 2020 N 1610 / BO 2020 N 1610

Wahlkampfeinnahmen und -ausgaben ab 50 000 Franken offenzulegen, jedoch ohne Namensnennung, ist für uns das richtige Konzept, das wir von der FDP unterstützen; sensible Daten und politische Gesinnung werden gewahrt. Das heisst nochmals: Das Konzept Silberschmidt ist richtig.

Für die FDP-Liberale Fraktion bitte ich Sie daher gerne, folgende Position zu befolgen: Eintreten und Zustimmung zur Mehrheit der SPK-N, der Mehrheit folgen, ausser bei Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe a: hier gemäss Minderheit II (Silberschmidt) stimmen. Ich danke Ihnen bestens für Ihre Unterstützung

**Matter Michel (GL, GE):** Plus de transparence dans le financement de la vie politique: qui peut, oui, qui peut aujourd'hui être moralement contre une amélioration de la transparence du financement des partis ou des campagnes politiques? Les exemples communaux, cantonaux, nationaux ou à l'international de tentatives de pression, d'influences ou d'ingérences par le biais d'avantages économiques font les gros titres des journaux et des médias en ligne.

Le groupe vert/libéral soutient le projet issu de l'initiative parlementaire 19.400, car il apporte de la clarté là où il n'y a plus de place pour l'obscurité. Le Parlement débattrà des limites financières, trouvera les compromis. C'est le principe de base qui importe, celui de la transparence à tous les niveaux de la vie politique. Les recettes et le décompte final ainsi que tous les avantages financiers devront être déclarés. Ce n'est ni une inquisition ni une chasse aux sorcières. Ce n'est là que l'expression de l'évolution de la société, qui va dans le sens de comprendre les influences, directes et indirectes, qui entourent la vie politique. Il ne faut pas oublier



non plus que cette amélioration de la transparence permettrait à chacune et à chacun, ainsi qu'à toutes les entreprises, de pouvoir affirmer leurs valeurs primordiales, et de donner aux thématiques soutenues un écho renforcé.

Le groupe vert/libéral vous demande d'aller dans le sens de plus de transparence et, à cette fin, d'entrer en matière.

**Gredig Corina (GL, ZH):** Das Transparenzanliegen geniesst in der Bevölkerung breite Unterstützung. In Umfragen sprechen sich jeweils mehr als drei Viertel der Befragten für eine transparentere Parteienfinanzierung aus. Dass das Anliegen eine breite Abstützung in der Bevölkerung hat, zeigten in den letzten Jahren auch diverse kantonale Abstimmungen, bei denen Transparenzanliegen jeweils eine Mehrheit fanden. Auch wir sind der Ansicht, die Wählerschaft habe Anspruch darauf, zu wissen, wie sich die Politik finanziert. Zur freien Meinungs- und Willensbildung bei Wahlen und Abstimmungen gehört es eben auch, dass man weiss, wer grössere Beträge für ein Anliegen gespendet hat. Nur schon die Vermutung, dass politische Parteien von Geldgebern abhängig sind, vermindert das Vertrauen in das politische System.

Die globale Entwicklung hin zu mehr Transparenz wird zudem auch vor den Türen der Schweizer Parteien keinen Halt machen. Transparenz und Politik gehören im 21. Jahrhundert schlicht zusammen. Der ursprüngliche indirekte Gegenentwurf nimmt dieses Anliegen auf und setzt es auf Gesetzes- statt auf Verfassungsstufe um. Damit können Erfahrungen über die Praktikabilität gesammelt und die Regelungen auch einfacher wieder angepasst werden.

Kernelement des Transparenzanliegens ist die Offenlegung der Herkunft von Zuwendungen ab einer bestimmten Höhe. Die Mehrheit der SPK-N hat diese Offenlegung aus dem Gegenvorschlag gestrichen, sodass jetzt leider nur noch eine Hülle übrig bleibt.

Machen wir ein Beispiel: Eine Partei erhält eine Spende von 10 Millionen Franken. Wenn ich jetzt auf der Strasse jemanden fragen würde, was denn nun Transparenz bedeute, dann würde jeder sagen: Transparenz bedeutet, dass man schlussendlich weiss, woher diese 10 Millionen Franken stammen. Mit der Kommissionsmehrheit sieht man nun aber lediglich Ende des Jahres, dass die Partei X eben viel höhere Einnahmen hatte als die anderen Parteien.

Wenn wir diesen Gegenentwurf mit den Mehrheitsanträgen annehmen, bleibt mehr Schein als Sein, und die Vorlage ist nicht mehr ein wirklicher indirekter Gegenentwurf. Man kann nicht mehr wirklich sagen, dass er kausal zu den Transparenzanliegen ist. Falls bei der Frage der Offenlegungspflicht die Mehrheit statt der Minderheit Streiff durchkommt, werden wir die Vorlage in der Gesamtabstimmung ablehnen.

Weitere Minderheiten bestehen bei der Frage, welche Kampagnen unter die Transparenzbestimmungen fallen. Die Minderheit I (Streiff) benennt eine Höhe von 100 000 Franken als Limite. Diese Höhe erscheint uns praktikabel, gerade auch, wenn man bedenkt, dass unter Zuwendungen natürlich auch Sachleistungen zu verstehen sind.

Beim Thema Kontrolle unterstützen wir die Mehrheit, welche eine stichprobenweise Kontrolle vorsieht. Bei der noch zu bestimmenden zuständigen Stelle können wir uns vorstellen, dass diese Aufgabe die Eidgenössische Finanzkontrolle wahrnimmt, da sie institutionell weit genug von der Exekutive und der Legislative entfernt ist.

Ich habe es bereits gesagt: Entscheidend ist für uns der Wunsch der Bevölkerung nach mehr Transparenz. Wir bitten Sie deshalb, diesem Anliegen aus der Bevölkerung nachzukommen und sein Kernelement, die Offenlegungspflicht, heute nicht aus dem Gegenentwurf zu streichen.

**Keller-Sutter Karin, Bundesrätin:** Sie erinnern sich: Der Bundesrat hat am 29. August 2018 beschlossen, Ihnen die Transparenz-Initiative ohne direkten Gegenentwurf oder indirekten Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen. Die vorberatende Kommission Ihrer Schwesterkammer hat dann aber festgestellt, dass es ein Bedürfnis nach Transparenz bei der Finanzierung von politischen Akteurinnen und Akteuren gibt. Sie anerkannte den Handlungsbedarf, war aber der Ansicht, dass entsprechende Bestimmungen nicht in die Verfassung gehören. Deshalb hat sie einen indirekten Gegenvorschlag zur Transparenz-Initiative ausgearbeitet, dem der Ständerat im letzten Dezember mit 29 zu 13 Stimmen bei 2 Enthaltungen deutlich zugestimmt hat.

Der Bundesrat hatte Gelegenheit, zu diesem indirekten Gegenentwurf Stellung zu nehmen. Er ist zum Schluss gekommen, dass der Erlassentwurf gegenüber der Transparenz-Initiative gewisse Vorteile hat. Insbesondere begrüsst der Bundesrat, dass weniger weitgehende Offenlegungspflichten gelten sollen. Sie würden bei Aufwendungen für Wahl- und Abstimmungskampagnen ab 250 000 Franken statt bereits ab 100 000 Franken gelten und bei Zuwendungen ab 25 000 Franken statt bereits ab 10 000 Franken. Zudem definiert der Erlassentwurf klarer, welche natürlichen und juristischen Personen zur Offenlegung ihrer Finanzierung verpflichtet werden.



Ein weiterer Punkt betrifft die Wahlen. Der Ständerat hat die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen berücksichtigt und die Pflicht zur Offenlegung der Finanzierung auf die Nationalratswahlen beschränkt. Damit sollen die Ständeratswahlen entsprechend ganz den Kantonen überlassen bleiben.

Der Bundesrat begrüsst diese Konkretisierungen. Verschiedene Änderungen, die der Bundesrat in seiner Stellungnahme beantragt hatte, wurden vom Ständerat zudem übernommen und von Ihrer Kommission auch nicht bestritten. Der Bundesrat steht einer Regelung auf Bundesebene weiterhin skeptisch gegenüber. In den Kantonen wurden ja verschiedene Regelungen vorgenommen. Der Bundesrat bleibt skeptisch, weil er der Auffassung ist, die Umsetzung dieser Regeln wäre schwierig, weil oft erst nachträglich festgestellt werden könnte, ob die eingesetzten Mittel den gesetzlichen Schwellenwert tatsächlich überschritten hätten und deshalb eine Offenlegungspflicht vonseiten der betreffenden politischen Akteure bestanden hätte.

Die Offenlegungspflichten würden nicht nur für den Staat, sondern auch für die Parteien und die anderen politischen Akteure einen hohen administrativen und finanziellen Zusatzaufwand zur Folge haben. Schliesslich könnten die Offenlegungspflichten umgangen werden, indem beispielsweise Zuwendungen gestückelt würden oder Drittpersonen dazwischengeschaltet würden.

Aber wenn im Bereich der Politikfinanzierung etwas geregelt werden soll, dann bevorzugt auch der Bundesrat eine Regelung auf Gesetzesstufe statt einer starren Regelung in

**AB 2020 N 1611 / BO 2020 N 1611**

der Bundesverfassung, wie sie die Transparenz-Initiative vorsieht. Deshalb beantragt Ihnen der Bundesrat Eintreten auf den vom Ständerat beschlossenen Gesetzentwurf.

Ihre Kommission beantragt Ihnen nun einige wesentliche Änderungen am Beschluss des Ständerates. Ich möchte dazu noch ein paar Bemerkungen machen. Ich werde mich nachher, bei der Bereinigung der Minderheits- und Mehrheitsanträge, nicht mehr äussern, sondern werde jetzt auf einige Punkte eingehen.

Ihre Kommission beantragt Ihnen, die Zuwendungen gänzlich von der Offenlegungspflicht auszunehmen. Wenn Sie dem Antrag Ihrer Kommission zustimmen, dass die Herkunft der Geld- und Sachzuwendungen nicht offengelegt werden muss, entfernen Sie natürlich ein Kernstück der Transparenz-Initiative.

Ihre Kommission beantragt Ihnen weiter, den Schwellenwert für die Offenlegungspflicht bei Wahl- und Abstimmungskampagnen auf 50 000 Franken zu senken. Das ist ein tieferer Betrag, als er mit der Transparenz-Initiative gefordert wird. Der Ständerat hat sich demgegenüber für einen Schwellenwert von 250 000 Franken entschieden, damit nur Kampagnen erfasst werden, für welche viel Geld investiert wird. Für die Bürgerinnen und Bürger ist vor allem die Finanzierung solch grosser Kampagnen von Interesse. Zudem kann mit einem höheren Schwellenwert bürokratischer Aufwand vermieden werden. Dies ist vor allem auch für nicht professionelle Gruppierungen, die eine Initiative lancieren oder ein Referendum ergreifen wollen, ein wesentlicher Punkt. Es ist ja heute so, dass es nicht mehr einfach die politischen Parteien oder Organisationen sind, die Referenden ergreifen, sondern auch Ad-hoc-Gruppen.

Ihre Kommission beantragt Ihnen, dass auch die Mitglieder des Ständerates nach ihrer Wahl offenlegen müssen, wie sie ihre Kampagne finanziert haben. Ich möchte Sie daran erinnern, dass die Ständeratswahlen in die Kompetenz der Kantone fallen. Ich bitte Sie deshalb, dem Ständerat zu folgen und den Antrag Ihrer Kommission abzulehnen.

Der Ständerat hat sich für eine formelle Kontrolle entschieden, bei der geprüft wird, ob alle Angaben und Dokumente innert Frist eingereicht worden sind. Ihre Kommission beantragt Ihnen nun zusätzlich, dass stichprobenweise kontrolliert werden soll, ob die eingereichten Angaben und Dokumente inhaltlich korrekt sind. Eine solche inhaltliche Kontrolle wäre unverhältnismässig und mit grossem Aufwand für die zuständige Stelle verbunden und bedürfte auch weiterer personeller Ressourcen. Zudem sollten die Erwartungen an eine solche Kontrolle nicht allzu hoch gesteckt werden, da die zuständige Behörde keine Administrativuntersuchung vornehmen kann. Sie hat keine Untersuchungskompetenzen. Ich bitte Sie deshalb auch hier, dem Ständerat zu folgen und dem Antrag Buffat/Binder zuzustimmen.

Ich danke Ihnen und bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

**Reimann** Lukas (V, SG): Liebe Frau Bundesrätin, diese Vorlage sieht ja vor, dass die Parteien und die Kampagnen transparenter werden, sie macht aber einen grossen Bogen – oder eine grosse Klammer – um die direkten Zuflüsse an Politiker. Ist denn nicht zu befürchten, dass mit dieser Vorlage noch mehr Geld an einzelne Politiker fliesst und dafür weniger an Parteien? Und könnte nicht genau das die Motivation gewisser Personen in diesem Saal sein?

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich kann nicht beurteilen, was die Motivation jedes Einzelnen in diesem



Saal ist. Wie ich aber bereits gesagt habe, steht der Bundesrat einer Regelung natürlich insbesondere auch deshalb kritisch gegenüber, weil es Umgehungsmöglichkeiten gibt. Der Bundesrat sagt einfach: Wenn man etwas regeln will – und das ist aus Sicht des Bundesrates auch Sache der Fraktionen und Parteien, deshalb ist hier eine gewisse Zurückhaltung angebracht –, dann soll man das auf Gesetzesstufe tun und nicht in der Bundesverfassung.

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Buffat.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21286)

Für Eintreten ... 136 Stimmen

Dagegen ... 57 Stimmen

(1 Enthaltung)

**Bundesgesetz über die politischen Rechte (Transparenz bei der Politikfinanzierung)  
Loi fédérale sur les droits politiques (Transparence du financement de la vie politique)**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Gliederungstitel nach Art. 76a**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Titre et préambule, ch. I introduction, titre suivant l'art. 76a**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): La discussion par article se déroulera en un seul débat.

**Buffat** Michaël (V, VD): Permettez-moi de défendre mes minorités. Tout d'abord, à l'article 76b, la majorité demande que les partis politiques déclarent non seulement leurs recettes, mais également leurs dépenses. Je propose d'en rester à la version du Conseil des Etats qui prévoit la transparence uniquement quant aux recettes.

Si je peux comprendre que, dans le souci de la transparence, on s'intéresse à la provenance des fonds, le poste des dépenses n'apporte aucune plus-value en matière de transparence et sert seulement à alimenter la curiosité de certains. Le titre du chapitre est d'ailleurs "Transparence du financement de la vie politique" et non pas "Transparence des dépenses de la vie politique". Ma proposition d'en rester à la version du Conseil des Etats et de ne s'occuper que des recettes, et non pas également des dépenses, fait déjà diminuer de moitié, je pense, les coûts engendrés par la bureaucratie que cette loi va créer.

Ceci est également valable pour ma minorité I à l'article 76c alinéa 2 lettre a, à l'alinéa 3 et à l'article 76d alinéa 1 lettre b.

A l'article 76c alinéa 1, pour la minorité II (Bircher), nous avons affaire à une sous-enchère des montants. Je vous propose donc également de suivre le Conseil des Etats avec une limite de 250 000 francs.

Là encore, il s'agit d'éviter d'imposer à des candidats qui s'engagent – et on sait qu'il est parfois difficile de trouver des candidats – d'être chicanés par des formulaires à remplir, etc., uniquement parce qu'ils ont dépassé 50 000 francs de dépenses dans leur campagne électorale.

Avec ma collègue Marianne Binder, nous avons également déposé hier une proposition à l'article 76e alinéa 1, qui prévoit d'adhérer à la décision du Conseil des Etats. Dans son message du 29 août 2018 au sujet de l'initiative sur la transparence, le Conseil fédéral indique qu'une surveillance réellement efficace "demanderait des ressources financières et en personnel importantes; il pourrait en découler une charge disproportionnée" (FF 2018 5709). C'est pour cela que le contrôle doit se faire uniquement si les différents acteurs ont donné tous les documents et les informations dans les délais. Tant la version de la majorité que celle de la minorité de la commission vont vraiment trop loin et créent un contrôle totalement disproportionné.



Je vous invite donc à soutenir ces propositions de minorité car elles ne péjorent aucunement la transparence que certains attendent mais, par contre, diminuent largement le monstre bureaucratique que nous sommes en train de mettre en place.

AB 2020 N 1612 / BO 2020 N 1612

**Streiff-Feller** Marianne (M-CEB, BE): Auch ich lege zuerst meine Interessenbindung offen: Ich bin Copräsidentin des Trägervereins Transparenz-Initiative.

Bei Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b und folgende handelt es sich eigentlich um die Pièce de Résistance in diesem Gesetz. Es ist das Kernanliegen der Transparenz-Initiative. Es handelt sich um die Offenlegungspflicht der politischen Parteien und Kampagnen.

Mit meiner Minderheit verlange ich, dass Spenden und Zuwendungen ab einer Höhe von 10 000 Franken pro Zuwender und Jahr offengelegt werden. Bei Grossspenden über 10 000 Franken handelt es sich um eine hohe Summe. Sie übersteigt einen durchschnittlichen schweizerischen Monatslohn bei Weitem. Es liegt auf der Hand, dass daraus Erwartungshaltungen der Spenderinnen und Spender und direkte Abhängigkeiten der politischen Akteurinnen und Akteure entstehen können.

Spendet ein Parteimitglied ein paar hundert Franken an seine Partei oder unterstützt ein KMU mit ein paar tausend Franken einen Kandidaten oder eine Abstimmungskampagne, so überwiegt selbstverständlich das private Geheimhaltungsinteresse gegenüber dem Öffentlichkeitsprinzip. Sind jedoch fünfstelligen Spendensummen im Spiel – also mehr als 10 000 Franken –, so tritt eben, wie vorhin erwähnt, ein Abhängigkeitsverhältnis des Begünstigten gegenüber dem Spender hinzu. Eine solch grosszügige Spendenbereitschaft geht stets mit einer gewissen Erwartungshaltung einher. Es ist deshalb richtig, wenn die Bevölkerung weiss, wer hinter welcher Partei, welchen Kandidierenden oder welchen Kampagnen steht. Dass dies ein Anliegen ist, zeigt sich auch darin, dass ähnliche Vorlagen in verschiedenen Kantonen vom Volk angenommen wurden.

Selbstverständlich sind auch höhere Spenden weiterhin möglich. Ich bin sicher, dass nicht alle Grossspender abspringen werden, wenn ihre Spende offengelegt ist. Auch das haben Erfahrungen in den Kantonen gezeigt. Die Schwelle von 10 000 Franken, die ich hier verlange, ist ein moderater Vorschlag. Schliesslich zeigt eine aktuelle Auswertung, dass die allermeisten Spenden von Privatpersonen an Parteien in der Schweiz unter 10 000 Franken liegen.

Jetzt habe ich noch eine Bemerkung zu den Aussagen von den Kolleginnen Binder und Fiala betreffend Offenlegungen der Gewerkschafts- oder Bauernverbandvertreter hier im Parlament. Hier weiss das Stimmvolk, welche Interessen diese Leute vertreten. Das Volk kann sie genau mit diesem Wissen wählen. Das ist bei Grossspenden heute eben nicht so. Das möchten wir ändern.

In meinem Minderheitsantrag I zu Artikel 76c Absatz 1 geht es um das Kampagnenbudget. Ich schlage hier mit meiner Minderheit 100 000 Franken als Schwellenwert vor. Das scheint mir realistisch und ist derselbe Betrag, der in der Transparenz-Initiative gefordert wird.

Ich bitte Sie, meine Minderheiten, die den Anliegen der Transparenz-Initiative entsprechen, zu unterstützen.

**Chevalley** Isabelle (GL, VD): Chère collègue, je vous remercie d'avoir déclaré vos liens d'intérêts comme coprésidente du comité d'initiative "Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement". Dans ce cadre-là, vous êtes pour la transparence. Je suis pour la transparence, mais les initiants, le comité d'initiative, refusent de donner les noms des grands donateurs qui soutiennent l'initiative et la campagne. Etes-vous prête, ici, devant nous, à prendre l'engagement, puisqu'il faut montrer l'exemple, que les initiants vont donner les noms de tous les grands donateurs concernant la campagne pour la votation du 29 novembre prochain?

**Streiff-Feller** Marianne (M-CEB, BE): Vielen Dank, das ist eine Frage, die so noch nicht an mich herangetragen wurde. Wir werden das sicher in unserem Trägerverein besprechen. Ich werde die Frage mitnehmen.

**Jauslin** Matthias Samuel (RL, AG): Ich vertrete hier die Minderheit II (Silberschmidt) zu Artikel 76c Absatz 2. Worum geht es bei dieser Minderheit? Hier geht es nicht um die Beträge, hier geht es auch nicht um die Höhe, sondern es geht um das Problem von Quersubventionen, Zahlungen im Backoffice, Zahlungen in Dienstleistungen, die innerhalb einer Organisation natürlich vorkommen können. Hier spreche ich nicht nur die rechten oder die bürgerlichen Parteien an, sondern vor allem auch die linken Organisationen, zum Beispiel die Unia: Wie wird sichergestellt, dass bei solchen Ausgaben und auch bei solchen Engagements bei Kampagnen wirklich alles offengelegt wird? Aus Sicht unserer Minderheit ist dies nur dann gewährleistet, wenn neben den Einnahmen und Ausgaben eben die Rechnung über die gesamten Einnahmen und Ausgaben



dieser Organisationen offengelegt werden muss. Nur so ist sichergestellt, dass auch solche Summen und auch solche Zahlungen und vor allem solche Geldflüsse offen und transparent dargelegt werden. Das gilt natürlich für sämtliche natürliche und juristische Personen und – das haben wir bereits gesagt – bei Nationalratswahlen und/oder Kampagnen.

Ich bitte Sie mit Überzeugung, diesen Minderheitsantrag II (Silberschmidt) zu unterstützen und hier eine Offenlegung der gesamten Rechnung dieser Organisationen sicherzustellen.

**Barrile** Angelo (S, ZH): Bei Artikel 76e Absätze 1 bis 3 geht es bei der Minderheit Masshardt darum, wie stark die Kontrolle sein soll, welche Stellen dafür zuständig sind und welche Kompetenzen sie haben. Die zuständige Stelle kontrolliert die Angaben und die Dokumente, schaut, ob sie fristgerecht eingereicht wurden, ob sie vollständig und korrekt sind. Sollte die Frist nicht eingehalten worden sein, Zweifel an der Vollständigkeit der Dokumente oder an deren Richtigkeit bestehen, kann die Stelle die Aufforderung weitergeben, die Dokumente vollständig zuzustellen. Und, ganz wichtig, allfällige Straftaten, die entdeckt werden, sollen angezeigt werden können.

Es braucht griffige und wirksame Kontrollen, und die sind elementar für eine effektive Durchsetzung der vorgesehenen Transparenzvorschriften. Das von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagene Kontrollsystem ist ungenügend. Eine rein formelle Prüfung der Unterlagen ohne materielle und inhaltliche Prüfung ist gar nicht möglich. Das sagt uns das logische Denken, es wurde aber auch von der Verwaltung bestätigt. Die zuständige Stelle muss die Angaben über die Offenlegungspflichten und Zuwendungen prüfen können, und da hat sie automatisch auch finanzielle Angaben, die sie prüft, und auch materielle Informationen, die sie sieht. Und wenn sie hier bei der Prüfung allfällig entdeckte Straftaten nicht melden kann oder muss, macht dieser ganze Artikel keinen Sinn.

Wir haben auch Erfahrungen aus den Kantonen. Wir haben gehört, dass mindestens sechs Kantone schon solche Transparenzvorgaben kennen. Die Kontrollen, die es braucht, zeigen, dass es ein verhältnismässiger Aufwand ist. Auch die administrativen Kosten sind tief: Die Kontrollen sind möglich, und sie sind machbar.

Deshalb danken wir Ihnen, wenn Sie diese Minderheit unterstützen.

**Kälin** Irène (G, AG): Ein Gesetz ist nur so gut, wie es auch kontrolliert werden kann und wird. Auch Transparenzbestrebungen brauchen einen Kontrollmechanismus, um Zuwiderhandlungen aufzudecken und zu ahnden. Der vorliegende Entwurf will nur vorsätzliche Zuwiderhandlungen gegen die Offenlegungspflichten unter Strafe stellen, konkret mit Bussen bis 40 000 Franken. Nur: In der Praxis dürfte eine Vorsätzlichkeit kaum nachweisbar sein, und damit laufen die Strafbestimmungen ins Leere.

Das will meine Minderheit bei Artikel 76j Absatz 2 ändern, indem sie auch die fahrlässige Zuwiderhandlung in die Strafbestimmungen aufnehmen will – so, wie es einst auch der Entwurf des Ständerates vorgesehen hatte. Konkret sollen Täterinnen oder Täter mit Bussen bis 20 000 Franken bestraft werden können, wenn sie die Transparenzbestimmungen fahrlässig missachten. Damit will meine Minderheit nicht irgendwelche zivilgesellschaftlichen Kleinstkomitees oder Jungparteien ärgern oder jemanden unter Generalverdacht stellen. Im Gegenteil: Damit sollen auch die Strafbestimmungen Hand und Fuss haben. Denn bei den schwachen Kontrollmöglichkeiten, die vorgesehen sind, ist es fast

#### AB 2020 N 1613 / BO 2020 N 1613

ausgeschlossen, dass man einer Täterin oder einem Täter Vorsätzlichkeit nachweisen kann. Also braucht es, wenn wir die Strafbestimmungen nicht ins Leere laufen lassen wollen, eine Erweiterung um den Straftatbestand der Fahrlässigkeit. Denn Transparenz schaffen wir nur, wenn wir die Transparenzspielregeln auch kontrollieren und einhalten – und zu einer wirksamen Kontrolle gehört es, dass wir Falschspielerinnen und Falschspieler zur Rechenschaft ziehen und zur Kasse bitten können.

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Ich gebe Ihnen hiermit das Abstimmungsverhalten der SVP-Fraktion und die Begründungen dazu bekannt.

Wir wollen mit der Minderheit Buffat zu Artikel 76b Absatz 2 Litera a des Bundesgesetzes über die politischen Rechte, dass wenigstens nur die Einnahmen offengelegt werden müssen. Wir fragen uns: Was hat die Öffentlichkeit davon, wenn sie auch noch die gesamten Druckkosten, die Investitionen in die Zeitungen und die Personalkosten zur Kenntnis nehmen muss? Die politischen Parteien, die Ad-hoc-Komitees, die Kampagnenführer, die Kandidierenden müssten hier den Kontrollbehörden eine detaillierte Erfolgsrechnung, eben mit Aufwand und Ertrag, abgeben, sofern eine Spende den Schwellenwert erreicht. Grosse Spenden lassen sich aber auf mehrere Personen aufteilen, um unter dem Schwellenwert zu bleiben. Diese Probleme bestehen hier leider auch beim Vorschlag der Mehrheit der SPK, und auf Regeln, die sich so einfach unterlaufen lassen,



können und sollten wir verzichten. Einfach regulieren, damit sich ein Teil dieses Rates ein gutes Gewissen zulegen kann, sollten wir nicht.

Bei Artikel 76b Absatz 2 Litera b geht es um die Höhe der Zuwendungen, welche die Pflichten der politischen Akteure auslöst. Entscheidend ist unseres Erachtens nicht, welche Kreise eine Vorlage finanziell unterstützen, sondern wir setzen eher auf lebhaften Wahl- und Abstimmungskampf, auf korrekte Information – nicht zuletzt seitens der Behörden. Wir setzen auf gesunden Menschenverstand und denken, das alles nützt der Demokratie viel mehr als alle Transparenzregeln der Welt. Es muss auch kein Stimmbürger wissen, wer einen Teil einer Kampagne finanziert, um zu beurteilen, wie man abstimmen soll. Aus diesem Grund unterstützen wir stets die höhere Hürde, in diesem Fall die 25 000-Franken-Hürde.

Organisatoren von Wahl- und Abstimmungskampagnen sollen nach Ansicht der Mehrheit ihre Finanzierung offenlegen müssen, sofern sie dabei, nach Artikel 76c, mehr als 50 000 Franken aufwenden. Auch hier gilt: Nichts ist einfacher als die Umgehung dieser neuen Regel und ihrer Schwelle.

Zudem, das wurde ja schon mehrfach angesprochen, besteht natürlich die Gefahr, dass sich die Beiträge an die Parteien und die Komitees für die Abstimmungskämpfe verringern. Diese haben jedoch eine sehr wichtige Funktion in unserer Demokratie. Das macht bei uns bekanntlich nicht der Staat und sollte auch keinesfalls der Staat machen. Aber wenn die Abstimmungsorganisatoren über weniger Geld verfügen, dann kommt unweigerlich die staatliche Parteienfinanzierung. Da frage ich Sie und die Bevölkerung: Wollen Sie mit Ihren Steuergeldern tatsächlich die SVP, die Grünen oder die Abstimmungskampagne für oder gegen die Begrenzungs-Initiative sponsern? So sind wir wieder bei den privaten Sponsoren.

Auch der Blick ins Ausland ist nicht hilfreich. Dort herrscht bekanntlich ein anderes politisches System. Motiv der regulierungsfreudigen Mehrheit der SPK ist ja die Stärkung des Vertrauens in die Politik. Aber gerade der Vergleich mit dem Ausland hinkt schwer. In den Ländern Europas, in denen vermeintlich Transparenz herrscht, dürfte das Misstrauen gegenüber der Politik doch erheblich grösser sein als hier bei uns. Das rührt natürlich unter anderem daher, dass überall Umgehungsmöglichkeiten vorhanden sind, ähnlich wie beispielsweise die SP, die ja treibende Kraft der Volksinitiative ist, im Begriff ist, eine Stiftung zu gründen, welche die Partei finanzieren soll. Die Gewerkschaften, die sich ebenso für Transparenzregeln ins Zeug legen, mussten via Richter zur Offenlegung ihrer Einnahmen aus den flankierenden Massnahmen gezwungen werden. Und nicht zuletzt entnehmen wir der "WOZ" vom Juli 2019, dass die ebenfalls Transparenzregulierung reklamierende Operation Libero selbst ein erhebliches Transparenzdefizit aufweist.

Zu Artikel 76e Absätze 1 bis 3 betreffend die Kontrolle: Hier liegt ein Antrag Buffat/Binder vor, den ich Sie anzunehmen bitte. Er ist identisch mit dem Beschluss des Ständerates. Die linke Ratsseite möchte in einem noch zu bestimmenden Bundesamt einen Kontrollapparat installieren, in dem neue Staatsangestellte die ganzen Rechnungen, also nicht stichprobenweise, sondern die ganzen Rechnungen überprüfen müssen. Das ist völlig übertrieben.

**Marti Samira (S, BL):** Ich werde im Namen der SP-Fraktion zu den verschiedenen Minderheitsanträgen Stellung nehmen.

Frau Masshardt hat es bereits beim Eintretensvotum gesagt: Es handelt sich hier um den mühsamen Versuch, einen indirekten Gegenentwurf zur Transparenz-Initiative, die von einem grossen politischen Bündnis lanciert und eingereicht worden ist, zu erstellen. Entsprechende Initiativen wurden unterdessen in mehreren Kantonen angenommen. Umfragen zeigen seit Jahren, dass sich eine grosse Mehrheit der Bevölkerung mehr Transparenz bei der Finanzierung der politischen Arbeit wünscht.

Nun hat aber die Mehrheit Ihrer Kommission Entscheide getroffen und damit ein Konzept entwickelt, das das Papier nicht wert ist, auf dem es jetzt gedruckt ist. Bleibt der Rat bei den Anträgen der Mehrheit, werden wir die Vorlage natürlich ablehnen. Denn bei der Forderung nach Transparenz geht es genau darum, dass grosse Geldflüsse in Zusammenhang mit politischer Arbeit offengelegt werden müssen, weil es eben von öffentlichem Interesse ist zu erfahren, wer mit grossen Summen die politische Meinungsbildung und Entscheidungsfindung beeinflussen will.

Herr Rutz, Sie haben beim Eintreten Beispiele verlangt. Ich kann sie gerne liefern: 2007, Sie waren damals Generalsekretär Ihrer Partei, gab es mehrere Beträge in fünf- und sogar sechsstelliger Höhe, die damals in bar bezahlt wurden; das entsprechende Budget betrug damals 12 Millionen Franken. Ich denke, das öffentliche Interesse ist definitiv gegeben.

Die Initiative fordert deshalb konkret, dass Parteien gegenüber der Bundeskanzlei jährlich Bilanz und Erfolgsrechnung sowie alle Spenden ab 10 000 Franken offenlegen müssen. Zum Vergleich: Im europäischen Durchschnitt liegt dieser Schwellenwert bei rund 3500 Euro. Dasselbe soll analog auch für Komitees und Personenvahlen gelten.



Die Mehrheit Ihrer Kommission hat jetzt das Prinzip der Offenlegung der Spenden mit der Streichung von Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b et al. vollständig aus dem Gegenvorschlag herausgestrichen. Grossspender sollen also weiterhin verborgen bleiben, und damit soll das Kernanliegen der Initiative ignoriert werden. Nur mit diesen Minderheitsanträgen Streiff können wir aber überhaupt in die Nähe eines Gegenvorschlags zur entsprechenden Volksinitiative kommen. Diese Minderheitsanträge unterstützen wir selbstverständlich. Bei Artikel 76c Absatz 1 schliesslich geht es darum, ab welchem Aufwand Komitees oder Personen, die sich bei einer Wahl der Bundesversammlung oder einer Abstimmung engagieren, ihre Finanzen offenlegen müssen. Die Initiative legt 100 000 Franken als Schwellenwert fest, was stimmig ist. Das funktioniert auch in bestehenden kantonalen Regelungen. Beispielsweise im Kanton Schwyz liegt dieser heute bei 10 000 Franken. Der Ständerat hat sich für eine sehr hohe Grenze von 250 000 Franken ausgesprochen. In der Praxis würde diese wohl eher selten erreicht werden, die neue Gesetzgebung würde also grossmehrheitlich wirkungslos. Die Mehrheit der Kommission will diese Grenze nun sogar bei 50 000 Franken ansetzen und geht damit weiter als die Volksinitiative. Das zeigt bereits, wie moderat die Volksinitiative selbst formuliert ist. Wir werden aber entsprechende Verschärfungen gerne mittragen und darum die Mehrheit unterstützen. Bei Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe a werden wir mit der Mehrheit stimmen, weil es genau darum geht, ein möglichst vollständiges Bild über die Finanzlage der Kampagnen- und Parteiarbeit zu erhalten.

**AB 2020 N 1614 / BO 2020 N 1614**

Zu guter Letzt komme ich zu Artikel 76e und den Kontrollmechanismen. Während der Ständerat nun mit Absatz 1 eine rein administrative Vollständigkeitskontrolle vorsieht, will die Mehrheit Ihrer Kommission immerhin eine stichprobenweise Kontrolle über die Korrektheit der Angaben und Dokumente. Doch auch das ist unzureichend. Den Antrag Buffat/Binder, der nun an der ständerätlichen Version festhält und entsprechend gar keine Kontrollen will, lehnen wir ab. Die Gegner der Transparenz-Initiative argumentieren jeweils, auch heute, gegen die Forderung nach mehr Transparenz, weil dies in der Praxis nicht umzusetzen sei. Die Minderheit Masshardt, heute vertreten von Kollege Barrile, zeigt Ihnen nun den Ausweg aus dieser Pattsituation. Eine genügende Rechtsdurchsetzung in der Praxis geht nämlich nur, wenn taugliche inhaltliche Kontrollen gemacht werden können.

Ich bitte Sie deshalb dringend, die Minderheit Masshardt zu unterstützen. Zu einer funktionierenden Rechtsdurchsetzung gehören nämlich auch entsprechende Kontrollen und Strafbestimmungen. Bitte helfen Sie heute mit, einen sinnvollen Gegenvorschlag zur sehr beliebten Volksinitiative machbar zu machen.

**Chevalley** Isabelle (GL, VD): Une question très simple: pensez-vous que le comité d'entrepreneurs "Economie pour des entreprises responsables" devrait donner le nom de ses grands donateurs, afin de montrer l'exemple dans le domaine de la transparence?

**Marti** Samira (S, BL): Wenn wir den Gegenvorschlag so unterstützen, dann ist, sobald der Gegenvorschlag in Kraft tritt, klar, dass Kampagnen- und Parteiarbeit offengelegt werden müssen. Die Kommission geht von einem Schwellenwert von 50 000 Franken aus. Ab diesem Betrag werden alle Kampagnen und Komitees auch verpflichtet, diese Aufwendungen offenzulegen.

**Gysin** Greta (G, TI): Chi finanzia le campagne politiche o i partiti e i candidati in vista delle elezioni? E a quanto ammontano questi versamenti?

Le cittadine e i cittadini hanno diritto di avere queste informazioni. Eppure sono informazioni che oggi non hanno. Sono però informazioni che sono essenziali per il buon funzionamento di una democrazia, perché i cittadini possano farsi un'opinione degli interessi in gioco. Questo anche alla luce del fatto che le campagne politiche e anche quelle elettorali diventano sempre più dispendiose. È giusto sapere da dove vengono e quanti sono questi soldi.

La Svizzera è rimasta una delle poche democrazie occidentali a non avere regole riguardo il finanziamento delle campagne elettorali e di votazione. Più volte il GRECO ci ha ammonito per questa mancanza. La democrazia diretta di cui tutti siamo fieri permette più che altrove di influenzare la politica, le sue decisioni nonché l'esito delle urne. Sappiamo tutti che aziende, associazioni e privati partecipano attivamente al processo politico con talvolta somme di denaro molto ingenti. Nella maggior parte dei casi non lo fanno per filantropia, ma per difendere interessi particolari. Non è necessariamente un male, ma è giusto che i cittadini e le cittadine conoscano l'entità e la provenienza del denaro, informazioni molto importanti per potersi fare un'opinione. Insomma: il nostro sistema politico ancora più di altri imporrebbe regole chiare riguardo il finanziamento dei partiti, dei candidati e delle campagne politiche.





Il controprogetto elaborato dal Consiglio degli Stati riconosce la necessità di intervenire in questo senso. Un'evoluzione senz'altro positiva se si considera che fino ad ora le Camere si erano sempre rifiutate di entrare in materia. Peccato però che il controprogetto degli Stati, già di suo più debole e meno efficace dell'iniziativa popolare, sia stato oltremodo annacquato dalla Commissione delle istituzioni politiche di questo Consiglio. Senza miglioramenti sostanziali al progetto sostenuto dalla maggioranza della CIP, il controprogetto rimane una foglia di fico, un goffo tentativo del Parlamento di far credere all'opinione pubblica di aver fatto qualcosa, quando invece è vero il contrario.

I Verdi sosterranno dunque tutte le proposte di emendamento che vogliono ridare un po' di forza al controprogetto e bocceranno per contro tutte quelle che vogliono indebolirlo. Rifiuteremo quindi tutte le minoranze dell'UDC, che vogliono togliere al controprogetto quella poca sostanza che vi è rimasta. Sosterremo per contro la minoranza Streiff all'articolo 76 capoverso 2 lettera b e tutte le modifiche ad essa connesse – dunque il concetto Streiff. Al contrario della maggioranza della CIP-N i Verdi ritengono importante avere un sistema più trasparente per quanto riguarda il finanziamento dei partiti. È il punto centrale e più importante dell'iniziativa.

**Regazzi** Fabio (M-CEB, TI): Collega Gysin, ho ascoltato con interesse le sue considerazioni. Ora le faccio la domanda seguente: in nome della trasparenza che lei invoca, può dichiarare quanto avete investito nella campagna contro la nuova legge sulla caccia?

**Gysin** Greta (G, TI): Collega Regazzi, la ringrazio per questa domanda che mi permette di rispondere a delle affermazioni false che stanno girando in questi giorni.

Non posso dire a quanto esattamente ammontano le spese per la campagna, perché non conosco i dati. Sono tanti soldi, ma le posso assicurare che il comitato si è impegnando a dichiarare al termine della campagna tutte le spese di questa campagna. Quindi, nel pieno senso di questa iniziativa noi diamo il buon esempio – non so se voi fate altrettanto.

**Marchesi** Piero (V, TI): Collega Gysin, una domanda: come pensa che nell'applicazione di questa legge si potrebbe impedire ad associazioni ed aziende, che volessero sostenere ad esempio delle iniziative in modo indiretto, di agire di conseguenza, ad esempio mettendo a disposizione il lavoro fatto da collaboratori di associazioni o aziende o, addirittura, pagando in modo indiretto dei cartelloni o delle pubblicità, evitando così i canali finanziari di un partito? Come lo Stato potrebbe impedire questo tipo di attività?

**Gysin** Greta (G, TI): Collega Marchesi, se ha letto bene il testo dell'iniziativa sa che anche i comitati di campagna sono toccati da queste misure, se le loro campagne superano i 100 000 franchi. Quindi, se avesse letto bene il testo dell'iniziativa saprebbe che evidentemente non è così come lei sostiene.

**Nicolet** Jacques (V, VD): Mme Gysin, vous avez évoqué, à la question d'un préopinant, votre volonté de mentionner, à la fin de la campagne sur la loi sur la chasse, toutes les dépenses qui auront été effectuées. Ce qui nous intéresserait, ce serait plutôt les ressources financières.

**Gysin** Greta (G, TI): Merci pour votre question, cher collègue. C'est intéressant de voir que vous voulez la transparence quand il s'agit des autres, alors que vous n'êtes pas prêt à faire la même chose. Je vous invite à soutenir l'initiative, le contre-projet et toutes les propositions qui visent à renforcer la transparence. Dann können wir wieder darüber sprechen. Aber es ist schon interessant, dass Sie von den anderen verlangen, was Sie selber nicht bereit sind zu tun.

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Le groupe du centre PDC-PEV-PBD soutient partout les propositions de minorité, sauf à l'article 76c alinéa 2 lettre a, où il soutiendra la proposition de la minorité II (Silberschmidt), et à l'article 76e alinéa 1, où il se prononcera pour la proposition Buffat/Binder.

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Gerne nehme ich im Namen Ihrer Staatspolitischen Kommission zu den einzelnen Artikeln Stellung.

Bei der Minderheit Buffat zu Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe a geht es um die Offenlegung der Ausgaben. Die Mehrheit der SPK-N fordert, dass die in der Bundesversammlung vertretenen Parteien nicht nur ihre Einnahmen, sondern auch ihre Ausgaben offenlegen müssen. Der Grund dahinter ist

AB 2020 N 1615 / BO 2020 N 1615

einfach: Die Zahlen in einer Erfolgsrechnung sind nur dann aussagekräftig, wenn man beide Seiten kennt, also die Einnahmen und die Ausgaben. Kennt man nur die Hälfte, ist auch nur halbe Transparenz gegeben. Die



Kommission hat diese Ergänzung gegenüber dem Ständerat mit 15 zu 7 Stimmen beschlossen. Die Minderheit Buffat beantragt gemäss Ständerat nur die Offenlegung der Einnahmen.

Bei der Minderheit Streiff zu Artikel 76b Absatz 2 Buchstabe b geht es um die Offenlegung der Zuwendungen. Mit 12 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt Ihre Kommission die Streichung der Bestimmung, wonach Zuwendungen offengelegt werden müssen. Die Mehrheit Ihrer Kommission ist der Ansicht, dass der Schutz der Privatsphäre von Personen und Firmen, welche freiwillig und privat eine Spende tätigen, weiterhin hochgehalten werden muss. Einerseits lebt das Schweizer Milizsystem von privaten Zuwendungen. Wir kennen keine staatliche Parteienfinanzierung. Andererseits kann es sein, dass das politische Outing von Personen oder Firmen für ebendiese Konsequenzen nach sich ziehen könnte, was unserem politischen Klima schaden kann. Die Minderheit Streiff beantragt, dass Zuwendungen offengelegt werden müssen, und zwar bereits ab 10 000 Franken pro Zuwender und Jahr.

Bei den Minderheiten I (Streiff) und II (Bircher) zu Artikel 76c Absatz 1 geht es um die Höhe des offlegungspflichtigen Aufwands. Im Gegensatz zum Ständerat fordert die Mehrheit – der Entscheid fiel mit 12 zu 7 Stimmen bei 5 Enthaltungen – mit 50 000 Franken eine viel tiefere Limite zur Offenlegung der Finanzierung. Mit einer Schwelle von 50 000 Franken ist sichergestellt, dass Kampagnen und Wahlkämpfe, welche eine gewisse Relevanz haben, offengelegt werden. Die Schwelle ist wiederum nötig, damit es keine Bürokratie für kleine Komitees gibt. Die Minderheit I (Streiff) fordert eine Schwelle von 100 000 Franken, die Minderheit II (Bircher) gemäss Ständerat eine von 250 000 Franken.

Bei der Minderheit II (Silberschmidt) zu Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe a geht es um die Offenlegung der gesamten Einnahmen und Ausgaben, also nicht nur um die Zahlen, welche in Zusammenhang mit einer Kampagne stehen. Das geht für die Mehrheit Ihrer Kommission zu weit. Die Mehrheit Ihrer Kommission ist der Meinung, dass nicht nur die budgetierten und effektiv abgerechneten Einnahmen offengelegt werden müssen, sondern dasselbe auch für die Ausgaben gelten soll. Die Minderheit I (Buffat) unterstützt den Beschluss des Ständerates.

Bei Artikel 76c Absatz 2bis gibt es zwar keine Minderheit, trotzdem sollen Sie darauf aufmerksam gemacht werden, dass gemäss Antrag Ihrer Kommission auch offengelegt werden muss, wer eine Kampagne für ein Mitglied des Ständerates gemacht hat. Diese Offenlegung muss aber erst dann geschehen, wenn die Person effektiv gewählt wurde. Im Ständerat hat dieser Vorschlag seinerzeit keine Mehrheit gefunden.

Bei der Minderheit Masshardt zu Artikel 76e geht es um die Kontrolle. Ihre Staatspolitische Kommission fordert im Gegensatz zum Ständerat nicht nur, dass die Dokumente innert Frist eingereicht werden sollen, sondern auch, dass eine stichprobenweise Kontrolle durchgeführt werden kann. Ohne eine allfällige Kontrolle kann weder die Richtigkeit der eingereichten Daten geprüft noch, als Folge der Kontrolle, eine allfällige Busse verfügt werden. Es ist klar, dass eine solche Kontrolle verhältnismässig sein muss. Die Minderheit Masshardt verlangt eine systematische Kontrolle. Die Kommission sprach sich mit 8 zu 8 Stimmen bei 4 Enthaltungen und Stichtentscheid des Präsidenten für die stichprobenweise gegenüber der systematischen Kontrolle aus.

Bei der Minderheit Kälin zu Artikel 76j Absatz 2 geht es um die Bussen. Ihre Kommission kam hier wie der Ständerat zum Schluss, dass es keine Busse bei fahrlässigem Handeln geben soll. Wir waren der Ansicht, dass eine Strafbestimmung über vorsätzliches Handeln ausreicht, da von diesem Gesetz viele Milizpolitiker betroffen sind, welche professionell einer anderen Tätigkeit nachgehen. Man kann von ihnen nicht erwarten, dass sie neben einem Wahlkampf noch eine professionelle Buchführung durchführen. Der Antrag Kälin, Bussen auch bei fahrlässigem Handeln vorzusehen, wurde in der Kommission mit 13 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt.

Ich schliesse mit folgender Bemerkung: Eine Mehrheit Ihrer Kommission war für Eintreten und war in der Gesamtabstimmung für diesen Gegenvorschlag, weil man mehr Transparenz will. Man kann sich natürlich der Diskussion verweigern und alles ablehnen, oder man kann sagen, wenn man nicht 100 Prozent Transparenz hat, ist man auch gegen mehr Transparenz.

Ich bitte Sie, hier einen Schritt in die richtige Richtung zu gehen. Mit dem Gegenvorschlag des Nationalrates schaffen Sie Transparenz unter allen politischen Akteuren. Herr Kollege Reimann, alle Personen, die hier drin sind, müssen also ab einer Kampagne von 50 000 Schweizerfranken transparent sein. Es geht nicht nur um die Parteien. Falls Sie das ablehnen, weil es Ihnen zu wenig weit oder zu weit geht, dann haben wir gar keine Transparenz.

Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Herr Silberschmidt, in Artikel 76i Absatz 1 und Litera a steht: "[...] zur Kontrolle und zur Veröffentlichung, ist die zuständige Stelle befugt, folgende Personendaten zu bearbeiten: a. Daten über die Identität und die finanzielle Situation der politischen Akteurinnen und Akteure [...]." Hier gibt es keinen



Minderheitsantrag, aber mit diesem Wortlaut müssten Begünstigte, die eine Spende in der massgebenden Höhe erhalten haben, ihre gesamten finanziellen Verhältnisse offenlegen. Stimmt das, oder stimmt das nicht?

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für diese Frage, Frau Kollegin Steinemann. Die Offenlegung betrifft nicht die Zuwernderinnen und Zuwernder. Es ist ja wie eine Revision. Sie stehen wahrscheinlich auch irgendeinem Verein vor, den Sie jedes Jahr revidieren müssen. Die Revisoren kommen vorbei und schauen sich Belege an. Natürlich muss man das Buch offenlegen, wenn eine Kontrolle durchgeführt wird, aber nicht gegenüber der Bevölkerung, sondern gegenüber der Prüfinstanz.

**Reimann** Lukas (V, SG): Lieber Herr Kollege Silberschmidt, wo in diesem Gesetzentwurf steht, dass Politiker ihre Nebeneinkünfte offenlegen müssen? Wo steht, dass sie offenlegen müssten, dass sie Hunderttausende von Franken mit VW-Mandaten verdienen, dass sie offenlegen müssten, wenn sie irgendwelche Geschenke oder Zuwendungen ausserhalb eines Wahljahres bekommen oder wenn sie als Parlamentarier sogar eine eigene Lobbyagentur betreiben: Wo müssten sie das offenlegen?

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Geschätzter Herr Kollege Reimann, bei diesem Gesetzentwurf geht es um die Finanzierung von Kampagnen, sei dies bei Abstimmungen oder Wahlen. In Artikel 76c Absatz 1 lesen Sie, dass natürliche und juristische Personen sowie Personengesellschaften betroffen sind, wenn es um Kampagnen, sei dies bei Abstimmungen oder Wahlen, geht. Aber diese Bestimmung behandelt nicht die von Ihnen genannten Punkte.

**Büchel** Roland Rino (V, SG): Geschätzter Kollege Silberschmidt, ich glaube, Sie haben die Frage von Frau Kollegin Steinemann ein bisschen missverstanden. Sie haben quasi von der Spenderseite her geantwortet. Sie hat sich aber auf die Empfänger bezogen. Ist es so, dass die Empfänger die Dinge, wie sie in diesem Artikel beschrieben sind, ebenfalls offenlegen müssten?

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für diese Frage. Der Empfänger wie auch der Spender müssen nach dem Konzept der Mehrheit der SPK-N keine Informationen offenlegen.

**Egger** Mike (V, SG): Geschätzter Kollege Silberschmidt, geben Sie mir recht, dass man den Wahlkampf einfach finanzieren kann, indem man Verwaltungsratsmandate während der Legislatur, in der man hier drin sitzt, sammelt und dann so den Wahlkampf finanziert? Das wäre ja nicht Sinn und Ziel der Vorlage, oder?

AB 2020 N 1616 / BO 2020 N 1616

**Silberschmidt** Andri (RL, ZH), für die Kommission: Sehr geschätzter Herr Kollege Egger, die Mandate, die die Personen hier drin haben, sind transparent ausgewiesen. Hier geht es um Kampagnen, um die Finanzierung von Kampagnen. Dafür haben die meisten hier drin wahrscheinlich ein Komitee-Konto, und um diese Frage geht es. Die anderen Fragen diskutieren wir in diesem Saal jeweils auch, aber nicht heute und nicht jetzt.

**Cottier** Damien (RL, NE), pour la commission: Je ne voudrais pas que les propos que j'ai tenus tout à l'heure lors du débat d'entrée en matière créent une confusion. J'évoquais le fait que la commission du Conseil des Etats avait, dans un premier temps, intégré la récolte de signatures dans sa version. Or cet élément n'a pas été retenu par le Conseil des Etats. Cela a été précisé par la suite dans un échange entre M. Pointet et Mme Marra: cette dimension-là ne se retrouve plus, ni dans le projet du Conseil des Etats, ni dans le concept de votre commission, ni d'ailleurs dans les différentes propositions de minorité. Cette option-là avait été évoquée dans le débat, mais elle a été écartée. C'est cela que je voulais dire, je le précise afin d'avoir de la transparence dans le procès-verbal et dans ces débats.

Je me concentrerai sur les trois principaux points et les éléments sur lesquels nous devons vraiment prendre des décisions de principe, puisque le rapporteur de langue allemande a détaillé les différents votes auxquels nous procéderons tout à l'heure.

A l'article 76b alinéa 2 lettre a, votre commission a adopté le concept qui demande la déclaration des recettes et des dépenses. Celui-ci prévoit la présentation des budgets et des comptes, soit des dépenses et des recettes, et pas uniquement des recettes. Il est intéressant pour la population de savoir qui a dépensé combien dans une campagne électorale ou dans une campagne de votation sous la forme d'un montant global. Ces deux éléments doivent donc figurer parmi ceux qu'il serait obligatoire de communiquer. Votre commission vous propose de soutenir la communication à la fois des dépenses et des recettes, et par conséquent de rejeter la minorité Buffat, qui veut, quant à elle, se concentrer uniquement sur les recettes.



A l'article 76b alinéa 2 lettre b, relatif à la déclaration des libéralités, la commission, comme je l'ai dit lors du débat d'entrée en matière, n'a pas souhaité maintenir cet élément. Elle veut que la transparence soit faite sur les budgets de campagne dans l'ensemble – c'est-à-dire sur les dépenses et les recettes –, mais elle ne souhaite pas intégrer la déclaration des libéralités, qui revient à la communication des dons et de leurs auteurs. La version du Conseil des Etats, elle, maintient cette obligation à hauteur de 250 000 francs pour les campagnes et de 25 000 francs pour les dons. La minorité Streiff propose la même chose que le Conseil des Etats, mais avec des seuils plus bas, soit 100 000 francs, respectivement 10 000 francs pour les dons individuels. La commission propose de soutenir sa propre version, qui n'inclut pas les libéralités, et de rejeter la minorité Streiff.

Enfin, concernant le montant de l'engagement financier soumis à déclaration pour les campagnes, votre commission propose un seuil beaucoup plus bas que ce qui figure dans toutes les autres versions, soit 50 000 francs. Avec la version de la minorité I (Streiff), on est à 100 000 francs, et, avec la version de la minorité II (Bircher) et celle du Conseil des Etats, à 250 000 francs.

**Pointet** François (GL, VD): Cher collègue, merci pour les précisions. C'est maintenant un peu plus clair pour moi, ce qui me permet de poser une question plus précise. On parle de transparence lors de campagnes. Dans l'esprit de la commission, quand est-ce qu'on est en campagne?

**Cottier** Damien (RL, NE), pour la commission: A partir de quand commence la campagne? Alors cela dépend du concept que vous prenez. Dans le concept de la majorité de la commission, il n'est pas précisé à partir de quand on est en campagne, mais quand on doit déclarer les recettes et dépenses budgétisées. Selon l'article 76d alinéa 1 lettre b, on doit fournir les informations sur le budget de campagne 45 jours avant le jour de l'élection ou de la votation. Ensuite, on doit fournir le décompte final des recettes et dépenses 60 jours après le jour de l'élection ou de la votation. C'est ce qui figure dans le concept de la majorité de la commission, qui est d'ailleurs celui adopté par le Conseil des Etats.

Si vous suiviez, ce que la majorité de la commission ne souhaite pas, la minorité II (Streiff), les libéralités – donc les dons – versées dans les 12 mois précédant la date de la votation ou de l'élection seraient incluses dans l'obligation de fournir les informations, selon le projet de la commission du Conseil des Etats à cet article et à l'article 72c alinéa 2 lettre c. Là, le point de départ serait donné. Mais la majorité de la commission a biffé ce point.

Donc, dans la version de la majorité de la commission, il n'y a pas de point de départ: on ne précise pas quand la campagne commence; par contre on dit quand on doit annoncer les recettes et dépenses budgétisées, et c'est 45 jours avant la date de la votation ou de l'élection.

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Ich stelle die gleiche Frage zum umstrittenen Satz in Artikel 76i auch an Sie: Was muss man der Kontrollbehörde vorlegen? Es steht hier "Daten über die Identität und die finanzielle Situation der politischen Akteurinnen und Akteure [...]". Wenn man eine Zuwendung in der genannten Höhe, eine Spende als Kandidat erhalten hat, muss man dann der kontrollierenden Behörde die gesamte Vermögenssituation, alle Bankauszüge, die ganze Steuererklärung vorlegen?

**Cottier** Damien (RL, NE), pour la commission: Si je vous ai bien comprise et surtout entendue, il me semble que c'est la même question que celle que vous avez posée tout à l'heure au rapporteur de langue allemande, lequel vous a répondu. Non, ce n'est pas l'intégralité des comptes, mais les recettes et les dépenses – cela figure clairement dans le projet.

#### **Art. 76b**

##### *Antrag der Mehrheit*

##### *Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Abs. 2*

...

a. ihre Einnahmen und Ausgaben;

b. Streichen

##### *Abs. 3*

Streichen



*Antrag der Minderheit*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Abs. 2 Bst. a*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 2 Bst. b*

b. alle wirtschaftlichen Vorteile, die ihnen freiwillig gewährt werden (Zuwendungen) und den Wert von 10 000 Franken pro Zuwanderin bzw. Zuwander und Jahr überschreiten.

*Abs. 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76b**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

...

a. leurs recettes et dépenses;

b. Biffer

*Al. 3*

Biffer

AB 2020 N 1617 / BO 2020 N 1617

*Proposition de la minorité*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Al. 2 let. a*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 2 let. b*

b. tout avantage économique leur ayant été octroyé volontairement (libéralité) et dont la valeur dépasse 10 000 francs par auteur de la libéralité et par année.

*Al. 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Art. 76c**

*Antrag der Mehrheit*

*Titel*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 1*

... mehr als 50 000 Franken aufwenden ...

*Abs. 2*

...

a. ... Einnahmen und Ausgaben und die Schlussrechnung über ihre Einnahmen und Ausgaben;

...

c. Streichen

*Abs. 2bis*

Natürliche und juristische Personen sowie Personengesellschaften, die für die Wahl eines Mitglieds des Ständerates eine Kampagne geführt haben und dafür mehr als 50 000 Franken aufgewendet haben, müssen die Schlussrechnung über ihre Einnahmen offenlegen.



*Abs. 3*

... Einnahmen und Ausgaben und die Schlussrechnung über ihre Einnahmen und Ausgaben beziehungsweise bei Wahlen in den Ständerat nur die Schlussrechnung über ihre Einnahmen und Ausgaben gemeinsam einreichen. Der Bundesrat ...

*Abs. 4*

Streichen

*Antrag der Minderheit I*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 1*

... mehr als 100 000 Franken aufwenden ...

*Antrag der Minderheit II*

(Bircher, Addor, Buffat, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit I*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Abs. 2 Bst. a*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

... Einnahmen und die Schlussrechnung über ihre Einnahmen beziehungsweise bei Wahlen ... über ihre Einnahmen gemeinsam einreichen.

*Antrag der Minderheit II*

(Silberschmidt, Binder, Cottier, Fluri, Jauslin, Romano)

*Abs. 2 Bst. a*

a. ... und die Schlussrechnung über ihre gesamten Einnahmen und Ausgaben;

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 2 Bst. c*

c. Zuwendungen, die in den letzten 12 Monaten vor dem Abstimmungs- oder Wahltermin erfolgten und den Wert von 10 000 Franken pro Zuwenderin oder Zuwender und Kampagne überschreiten.

*Antrag der Minderheit II*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 3*

... einreichen. Die ihnen gewährten Zuwendungen und ihre Aufwendungen sind zusammenzurechnen. Der Bundesrat ...

**Art. 76c**

*Proposition de la majorité*

*Titre*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 1*

... plus de 50 000 francs pour ce faire ...

*Al. 2*

...

a. les recettes et dépenses qu'elles ont budgétisées et le décompte final de leurs recettes et dépenses;

...

c. Biffer



*Al. 2bis*

Les personnes physiques et morales ainsi que les sociétés de personnes qui ont mené une campagne en faveur d'un membre du Conseil des Etats et ont dépensé plus de 50 000 francs à cette fin doivent fournir le décompte final de leurs recettes.

*Al. 3*

... elles doivent soumettre conjointement les recettes et dépenses qu'elles ont budgétisées et le décompte final de leurs recettes et dépenses; en cas d'élection au Conseil des Etats elles ne soumettent que le décompte de leurs recettes et dépenses. Le Conseil fédéral ...

*Al. 4*

Biffer

*Proposition de la minorité I*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 1*

... plus de 100 000 francs pour ce faire ...

*Proposition de la minorité II*

(Bircher, Addor, Buffat, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité I*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Al. 2 let. a*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

... les recettes qu'elles ont budgétisées et le décompte final de leurs recettes; en cas ... leurs recettes.

*Proposition de la minorité II*

(Silberschmidt, Binder, Cottier, Fluri, Jauslin, Romano)

*Al. 2 let. a*

a. ... et le décompte final de l'intégralité de leurs recettes et dépenses;

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 2 let. c*

c. toute libéralité qui a été versée dans les 12 mois précédant la date de la votation ou de l'élection et dont la valeur excède 10 000 francs par auteur de la libéralité et par campagne.

AB 2020 N 1618 / BO 2020 N 1618

*Proposition de la minorité II*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 3*

... et dépenses. Les libéralités qui leur sont versées ainsi que leurs charges doivent être additionnées. Le Conseil fédéral ...

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Avant de mettre au vote les concepts dans l'article 76b, nous devons mettre au net l'article 76c alinéa 2 lettre a. La proposition de la minorité II (Silberschmidt) ne concerne que le décompte final.



*Art. 76c Abs. 2 Bst. a – Art. 76c al. 2 let. a*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21287)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 109 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit II ... 79 Stimmen  
(5 Enthaltungen)

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous votons maintenant sur les quatre concepts dans l'article 76b. Le Conseil fédéral renonce à un vote sur ses propres propositions.

*Art. 76b Abs. 2 Bst. a; 76c Abs. 2 Bst. a, 3  
Art. 76b al. 2 let. a; 76c al. 2 let. a, 3*

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour l'article 76d alinéa 1 lettre b.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21288)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 135 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit ... 56 Stimmen  
(4 Enthaltungen)

*Art. 76b Abs. 2 Bst. b, 3; 76c Abs. 2 Bst. c, 3  
Art. 76b al. 2 let. b, 3; 76c al. 2 let. c, 3*

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour les articles 76d alinéa 1 lettre b et alinéa 2 à 5, 76f alinéa 3, 76h alinéa 3 lettre a ainsi que 76i alinéa 1 lettre b.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21289)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 96 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit ... 94 Stimmen  
(4 Enthaltungen)

*Art. 76c Abs. 1 – Art. 76c al. 1*

*Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21290)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 171 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit I ... 18 Stimmen  
(4 Enthaltungen)

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21291)  
Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit II ... 60 Stimmen  
(3 Enthaltungen)

*Übrige Bestimmungen angenommen  
Les autres dispositions sont adoptées*

**Art. 76d**

*Antrag der Mehrheit  
Abs. 1*

...

b. ... budgetierten Einnahmen und Ausgaben 45 Tage vor und die Schlussrechnung über ihre Einnahmen und Ausgaben 60 Tage ...





bbis. bei Wahlen in den Ständerat die Schlussrechnung über ihre Einnahmen 60 Tage nach dem Wahltermin;

...

*Abs. 2–5*

Streichen

*Antrag der Minderheit I*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Abs. 1 Bst. b*

b. ... budgetierten Einnahmen 45 Tage vor und die Schlussrechnung über ihre Einnahmen 60 Tage ...

*Antrag der Minderheit II*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 1 Bst. b*

b. ... Schlussrechnung über ihre Einnahmen und Ausgaben sowie Zuwendungen im Sinne von Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe c 60 Tage ...

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 2–5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76d**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1*

...

b. ... 45 jours avant le jour de l'élection ou de la votation, s'agissant des recettes et dépenses budgétisées, et 60 jours après ce jour, s'agissant du décompte final des recettes et dépenses;

bbis. en cas d'élection au Conseil des Etats, 60 jours après le jour de l'élection, s'agissant du décompte final des recettes;

...

*Al. 2–5*

Biffer

*Proposition de la minorité I*

(Buffat, Addor, Bircher, Glarner, Marchesi, Rutz Gregor, Steinemann)

*Al. 1 let. b*

b. ... ou de la votation, s'agissant des recettes budgétisées ... du décompte final des recettes;

*Proposition de la minorité II*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 1 let. b*

b. ... final des recettes et dépenses ainsi que des libéralités visées à l'article 76c alinéa 2 lettre c;

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 2–5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur les propositions des minorités I (Buffat) et II (Streiff) ainsi que sur la proposition de la minorité Streiff aux articles 76b et 76c.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*



**Art. 76e**

*Antrag der Mehrheit*

*Abs. 1*

... innert Frist eingereicht worden sind. Die Kontrolle über die Korrektheit der Angaben und Dokumente erfolgt stichprobenweise.

AB 2020 N 1619 / BO 2020 N 1619

*Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Masshardt, Barrile, Gysin Greta, Kälin, Marra, Streiff, Wermuth, Widmer Céline)

*Abs. 1*

... eingereicht worden und vollständig und korrekt sind.

*Abs. 2*

... fristgerecht eingereicht worden sind oder Zweifel an deren Vollständigkeit und/oder Richtigkeit bestehen, fordert sie die verpflichteten Akteurinnen und Akteure auf, die erforderlichen Angaben und Dokumente vollständig und korrekt nachzuliefern, und setzt ...

*Abs. 3*

Die zuständige Stelle ist verpflichtet, Straftaten, von denen sie im Rahmen ihrer Tätigkeit Kenntnis erlangt hat, bei der zuständigen Strafverfolgungsbehörde anzuzeigen. Bei ...

*Antrag Buffat/Binder*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76e**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1*

... dans les délais. Des contrôles sont effectués pour vérifier l'exactitude des informations et des documents.

*Al. 2, 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Masshardt, Barrile, Gysin Greta, Kälin, Marra, Streiff, Wermuth, Widmer Céline)

*Al. 1*

... dans les délais et que les informations et documents en question sont complets et corrects.

*Al. 2*

... les délais ou s'il subsiste des doutes quant à leur exhaustivité et/ou leur exactitude, l'autorité compétente somme les acteurs politiques concernés de procéder à une livraison complète et correcte en leur ...

*Al. 3*

L'autorité compétente est tenue de dénoncer à l'autorité de poursuite pénale compétente les infractions dont elle a eu connaissance dans le cadre de son activité. Lorsqu'elle ...

*Proposition Buffat/Binder*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21292)

Für den Antrag der Mehrheit ... 115 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 72 Stimmen

(8 Enthaltungen)



*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21293)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag Buffat/Binder ... 81 Stimmen

(6 Enthaltungen)

**Art. 76f**

*Antrag der Mehrheit*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

Streichen

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76f**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

Biffer

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité Streiff à l'article 76b alinéa 2 lettre b.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 76g**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 76h**

*Antrag der Mehrheit*

*Titel, Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

...

a. Streichen

...

*Abs. 4*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



*Abs. 5*

Die politischen Akteurinnen und Akteure nach Artikel 76c Absatz 2bis müssen in Abweichung von den Absätzen 1–4 die Beträge der anonymen Zuwendungen und der Zuwendungen aus dem Ausland, die ihnen im Hinblick auf die Kampagne für die Wahl eines Mitglieds des Ständerates gewährt wurden, mit der Schlussrechnung nach Artikel 76d Absatz 1 Buchstabe b bis offenlegen.

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 3 Bst. a*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76h**

*Proposition de la majorité*

*Titre, al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

...

a. Biffer

...

*Al. 4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 5*

En dérogation aux alinéas 1 à 4, les acteurs politiques visés à l'article 76c alinéa 2bis doivent déclarer avec le décompte final cité à l'article 76d alinéa 1 lettre b bis les montants des libéralités anonymes et des libéralités provenant de l'étranger qui leur ont été versées en prévision de la campagne en faveur d'un membre du Conseil des Etats.

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 3 let. a*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2020 N 1620 / BO 2020 N 1620

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité Streiff à l'article 76b alinéa 2 lettre b.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 76i**

*Antrag der Mehrheit*

*Abs. 1*

...

b. Streichen

*Abs. 2–4*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Abs. 1 Bst. b*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



**Art. 76i**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1*

...

b. Biffer

*Al. 2–4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Streiff, Barrile, Glättli, Gredig, Gysin Greta, Kälin, Marra, Marti Samira, Masshardt, Moser, Wermuth)

*Al. 1 let. b*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**La présidente** (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité Streiff à l'article 76b alinéa 2 lettre b.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 76j**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Kälin, Barrile, Glättli, Gysin Greta, Marra, Masshardt, Wermuth, Widmer Céline)

*Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf SPK-S

**Art. 76j**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Kälin, Barrile, Glättli, Gysin Greta, Marra, Masshardt, Wermuth, Widmer Céline)

*Al. 2*

Adhérer au projet CIP-E

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 19.400/21294)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(2 Enthaltungen)

**Art. 76k, Ziff. II**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 76k, ch. II**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*



## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2020 • Elfte Sitzung • 17.09.20 • 08h00 • 19.400  
Conseil national • Session d'automne 2020 • Onzième séance • 17.09.20 • 08h00 • 19.400



*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*  
(namentlich – nominatif; 19.400/21295)  
Für Annahme des Entwurfes ... 18 Stimmen  
Dagegen ... 168 Stimmen  
(9 Enthaltungen)

